

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

[C — 21239]

F. 93 — 1713

Arrêt n° 54/93 du 1er juillet 1993

Numéro du rôle : 528

En cause : le recours en annulation de l'article 74 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, introduit par l'Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi (I.O.S.) en date du 18 février 1993.

La Cour d'arbitrage, composée des présidents F. Debaedts et M. Melchior, et des juges L. De Grève, L.P. Suetens, H. Boel, L. François et J. Delruelle, assistée du greffier H. Van der Zwaimen, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête envoyée par lettre recommandée à la poste le 18 février 1993 et reçue au greffe le 19 février 1993, l'Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi, en abrégé I.O.S., intercommunale sous la forme d'une société coopérative, a introduit un recours en annulation à l'encontre de l'article 74 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses publiée au *Moniteur belge* du 6 janvier 1993.

Par une requête jointe, la requérante demandait également la suspension de cette disposition. Par son arrêt du 1er avril 1993, la Cour a suspendu l'article 74 de la loi du 30 décembre 1992.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 19 février 1993, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite, par lettres recommandées à la poste le 4 mars 1993 remises aux destinataires les 5 et 8 mars 1993.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 10 mars 1993.

Le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Loi 16, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 19 avril 1993.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 23 avril 1993 et remise au destinataire le 26 avril 1993.

La requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 26 mai 1993.

Par ordonnance du 27 mai 1993, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 17 juin 1993.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 28 mai 1993 remises aux destinataires les 1er, 2 et 7 juin 1993.

A l'audience du 17 juin 1993 :

— ont comparu :

— Me J. Bourtembourg et Me J. Sohier, avocats du barreau de Bruxelles, pour la requérante I.O.S.;

— Me L. Van Helshoecht, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges J. Delruelle et H. Boel ont fait rapport;

— Me J. Bourtembourg et Me L. Van Helshoecht précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

Quant à la disposition attaquée

1. La société coopérative requérante, constituée le 31 juillet 1937, a pour objet « la création et l'exploitation de tous établissements et de services à caractère médical et/ou social ». Elle est une association intercommunale.

En application de l'article 11 de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, les agents des associations de communes sont, quant à leur pension, dans la même situation que les agents des communes.

Le 22 avril 1974, le conseil d'administration de la requérante a décidé de l'affilier pour l'avenir à la Caisse de répartition des pensions communales en vue de l'application des dispositions de la loi du 25 avril 1933.

Suite à la loi du 1er août 1985 et à l'arrêté royal du 15 juillet 1986, c'est désormais l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, en abrégé O.N.S.S.A.P.L., qui est chargé de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale et, depuis le 1er janvier 1987, de la perception des cotisations du régime des pensions.

2. L'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 prévoit que les communes qui n'assument pas directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance la pension de leur personnel, ainsi que la pension des veuves et orphelins, sont affiliées, en matière de régime de pension, à l'O.N.S.S.A.P.L.

Le 29 janvier 1987, le conseil d'administration de la requérante décide d'assumer directement ou à l'intervention d'une institution de prévoyance à partir du 1er janvier 1987 la quote-part des pensions futures de son personnel actif nommé à titre définitif.

3. L'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987 insère ensuite dans l'article 3 de la loi du 25 avril 1933 un alinéa nouveau rédigé comme suit :

« Les communes qui auparavant étaient affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales (...) sont affiliées d'office à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (...). Cette affiliation est irrévocable. »

Sur ces dispositions un litige surgit entre l'O.N.S.S.A.P.L. et la requérante portant sur la question de savoir si cette dernière est ou non affiliée.

4. L'article 8 de la loi-programme du 6 juillet 1989 remplace l'article 3, alinéas 1er et 2, de la loi du 25 avril 1933 modifié par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 et par l'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987. Cette disposition porte :

« Les communes qui étaient affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales, visées à l'article 4 de la présente loi, avant son abrogation par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986, sont affiliées de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (...).

Les communes qui n'assument pas directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance le paiement de la pension de leur personnel, ainsi que de la pension des veuves et orphelins, de même que les provinces (...) sont affiliées, en matière de régime de pension, à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (...).

L'affiliation visée aux alinéas 1er et 2 est irrévocable, à moins qu'elle soit contestée auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales avant le 31 décembre 1987, par des intercommunales chargées de la gestion d'institutions hospitalières. Dans ce cas, elle est irrévocable à partir du 1er janvier 1990. »

Cette disposition produit ses effets le 1er janvier 1987.

5. Le litige entre la requérante et l'O.N.S.S.A.P.L. a été porté devant le Conseil d'Etat, qui a rendu le 7 avril 1992 l'arrêt n° 39.177. Le Conseil d'Etat a annulé la décision du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales qui considère que la société coopérative Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi est irrévocablement affiliée au régime commun des pensions depuis le 1er janvier 1990. Dans son arrêt, le Conseil d'Etat considère :

« Considérant que la requérante a décidé le 29 janvier 1987 d'assurer directement ou à l'intervention d'une institution de prévoyance la quote-part des pensions de son personnel; qu'elle a protesté le 11 mai 1987 contre une invitation de l'O.N.S.S.A.P.L. à remplir une déclaration, invitation qui présupposait qu'elle soit affiliée; qu'ainsi, ayant été contractée avant le 31 décembre 1987, l'affiliation de la requérante à l'O.N.S.S.A.P.L. était révocable; qu'elle avait été révoquée dès le 29 janvier 1987 et n'existait donc plus le 1er janvier 1990; qu'aucune affiliation n'était plus susceptible de devenir irrévocable le 1er janvier 1990; que, pour l'application de l'article 3, *in fine*, de la loi du 25 avril 1933, tel qu'il a été modifié par l'article 8 de la loi-programme du 6 juillet 1989, avant d'être inclus dans l'article 161 de la nouvelle loi communale, il y a lieu de considérer que le 'cas' où une décision est irrévocable à partir du 1er janvier 1990 est celui où, la décision ayant été contestée, cette contestation a été tranchée en ce sens que le pouvoir public réclamant est affilié;

« Considérant que la requérante n'était pas dans ce cas, la contestation introduite le 11 mai 1987 n'ayant jamais été vidée, et que son affiliation ne pouvait être tenue pour irrévocable; qu'ayant été révoquée le 29 janvier 1987, la partie adverse ne pouvait, le 23 mars 1990, considérer que la requérante était affiliée chez elle; que le moyen est fondé. »

6. C'est alors qu'intervient la disposition attaquée, l'article 74 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses qui énonce que l'article 161, alinéa 3, de la nouvelle loi communale, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« L'affiliation visée aux alinéas 1er et 2 est irrévocable. Les intercommunales chargées de la gestion d'hôpitaux qui, au 31 décembre 1986, étaient affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales et qui, suite à une contestation introduite avant le 31 décembre 1987 auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, ne sont plus affiliées audit Office au 31 décembre 1992, sont, de plein droit et irrévocablement, réaffiliées à cet Office à partir du 1er janvier 1993. »

— A —

Quant aux arguments des parties

1.A.1. Dans sa requête, la requérante invoque quatre moyens.

1.A.2. Le premier moyen est pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. Il comporte trois branches.

Dans la première branche, la requérante estime que « la disposition établit une différence de traitement discriminatoire entre les intercommunales chargées de la gestion d'hôpitaux qui n'étaient pas affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. pour le régime des pensions de leurs agents avant son entrée en vigueur :

— d'une part, les intercommunales hospitalières qui n'ont jamais été affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. et restent libres de s'y affilier ou non,

— et, d'autre part, celles qui, comme la requérante, ont été affiliées dans le passé tout en ne l'étant plus maintenant et pour lesquelles seule la réaffiliation automatique et irrévocable est imposée à la date du 1er janvier 1993 ».

Dans la deuxième branche, la requérante estime que « la disposition établit une différence de traitement discriminatoire plus particulièrement entre les intercommunales hospitalières visées par les nouvelles dispositions de la loi :

— d'une part, les intercommunales hospitalières visées à l'article 75, constituées avec du personnel transféré des hôpitaux de C.P.A.S. et ne participant pas au régime de pension commun des pouvoirs locaux, ce personnel ayant toutefois été affilié au régime commun lorsqu'il dépendait du C.P.A.S.,

— et, d'autre part, les intercommunales hospitalières visées à l'article 74, qui, comme la requérante, ont pareillement occupé auparavant du personnel dont les pensions pour les années antérieures se trouvent à charge de l'O.N.S.S.A.P.L. en vertu de leur régime antérieur ».

Seules ces dernières se voient imposer une réaffiliation obligatoire, alors que, pour les premières qui se trouvent dans une situation similaire, la loi se limite à imposer une « contribution » fixée chaque année par l'administration des pensions « à la charge des pensions des membres du personnel de l'administration locale restructurée ou supprimée qui ont été pensionnés en cette qualité avant sa suppression ».

Dans la troisième branche, la requérante estime que « la disposition établit une différence de traitement discriminatoire entre les intercommunales chargées de la gestion d'hôpitaux, en affiliant la requérante, d'office et de manière irrévocable, à l'O.N.S.S.A.P.L. pour le motif que l'intention des auteurs de la loi-programme du 6 juillet 1989 avait été de mettre fin aux contestations en rendant irrévocable l'affiliation des institutions hospitalières ».

La requérante déclare que ce motif ne peut être considéré comme objectif et légitime dans la mesure où non seulement la loi-programme du 6 juillet 1989 n'a jamais édicté pareil principe d'une manière aussi tranchée mais surtout parce qu'un arrêt du Conseil d'Etat, qui a force de chose jugée, affirme exactement le contraire. La requérante estime donc qu'il s'agit là d'une forme de validation législative dont le but est de faire échec à la décision de justice, ce qui constitue une discrimination qui prive la requérante d'une garantie juridictionnelle essentielle.

1.A.3. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution.

La requérante fait valoir que la disposition « établit une différence de traitement discriminatoire à l'égard de la seule requérante, puisque, comme les travaux préparatoires en attestent, elle constitue en réalité, contrairement au caractère général que l'on doit attendre par définition de tout acte législatif, une loi 'individuelle' ne touchant qu'une seule et unique personne juridique, l'I.O.S., et dont le seul but consiste à faire échec à une décision de justice ayant acquis force de chose jugée ».

1.A.4. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 6 et 6bis de la Constitution.

La requérante estime que la disposition « établit une différence de traitement discriminatoire entre les agents de différentes intercommunales hospitalières dans l'application du statut syndical, dans la mesure où elle touche le régime des pensions et concerne ainsi une réglementation de base, au sens de l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et n'a cependant pas été soumise à la négociation en Comité de secteur ».

Selon la requérante, les agents se trouvent ainsi traités différemment par rapport aux agents des autres intercommunales hospitalières et des autres hôpitaux publics qui ne sont pas soumis à l'affiliation obligatoire à l'O.N.S.S.A.P.L.

1.A.5. Enfin, le quatrième moyen est pris de la violation des règles établies en vertu de la Constitution pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, et plus particulièrement l'article 6, § 1er, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980. Ce moyen comporte deux branches.

Dans la première branche, la requérante estime que la disposition « vient, au-delà du régime des pensions au sens strict du terme, dérégler le fonctionnement des intercommunales, en les contraignant, par des cotisations sociales résultant d'une affiliation obligatoire et irrévocable, à effectuer un surcroît de dépenses obligatoires de nature à perturber sérieusement les modalités de fonctionnement des intercommunales hospitalières » alors que les modalités de fonctionnement des associations de communes ainsi que l'application des lois organiques relatives à ces associations relèvent de la compétence exclusive des Régions.

Dans la deuxième branche, la requérante considère que « la dépense obligatoire instaurée par la disposition est, de manière plus générale, de nature à provoquer un déficit dans le chef de tous les hôpitaux publics concernés, déficit qui devra être supporté par les communes et, en fin de compte, par le Fonds des communes, dont le fonctionnement risque ainsi d'être également perturbé » alors que le financement des missions à remplir par les communes relève de la compétence exclusive des Régions.

2.A.1. Dans son mémoire, le Conseil des ministres donne d'abord un aperçu du financement du régime commun de pension des pouvoirs locaux dans lequel il insiste sur le système de répartition et de solidarité. Ce système postulait, selon lui, la réaffiliation de l'I.O.S.

2.A.2. Le Conseil des ministres réfute le premier moyen, première branche, en faisant valoir que la distinction qui est faite entre l'I.O.S. et les intercommunales chargées de la gestion d'hôpitaux qui, en matière de pension, n'ont jamais été affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. repose sur un critère objectif consistant dans le fait qu'une affiliation existe à une date déterminée et n'existe plus à une autre date déterminée.

Le Conseil des ministres estime que, pour apprécier l'existence d'une discrimination, la Cour doit avoir égard à une série d'éléments qu'il précise. Tout d'abord le but : ce but est de confirmer expressément l'intention du législateur ayant présidé à l'élaboration de l'article 8 de la loi-programme du 6 juillet 1989 en réaffirmant de manière indiscutable l'affiliation des intercommunales dont question à l'O.N.S.S.A.P.L. tout en procédant à la réaffiliation à une date différente, et ce de manière à préserver l'équilibre financier du régime commun de pension des pouvoirs locaux. Comme deuxième élément, le Conseil des ministres invoque la nécessité de l'intervention législative : il considère que, compte tenu de l'objectif poursuivi, la réaffiliation de l'I.O.S. constituait la seule solution possible.

Selon le Conseil des ministres, tant politiquement que financièrement, il n'aurait été ni raisonnable ni équitable de laisser les choses dans l'état résultant de l'arrêt du Conseil d'Etat. A l'aide de données chiffrées et de tableaux, le Conseil des ministres tente de démontrer que l'évolution pour les prochaines années des charges en matière de pension rendait indispensable une initiative législative afin d'éviter que cette charge ne soit répercutée sur l'ensemble des autres pouvoirs restés affiliés au régime commun et n'aboutisse à mettre en péril l'équilibre financier de ce régime.

Le Conseil des ministres fait ensuite certaines observations sur la situation financière de la requérante. Il fait valoir que si la requérante a pu obtenir un système plus avantageux à la S.M.A.P., c'est parce qu'une charge importante des pensions, celles qui ont pris cours avant le 1er janvier 1987 ainsi que, pour les pensions prenant cours à partir de cette date, les quote-parts afférentes aux services antérieurs au 1er janvier 1987, est laissée au régime commun. Si ces dépenses avaient dû être comptabilisées dans le taux de cotisation à payer à la S.M.A.P., ce taux eût été sensiblement supérieur.

Le Conseil des ministres précise ensuite la portée de l'article 74. Il résulte de cette disposition que les pensions des membres du personnel qui seront pensionnés à partir de la date de réaffiliation seront accordées par l'administration des pensions et que la charge sera supportée par le régime commun. Une quote-part de la pension sera toutefois mise à charge de l'intercommunale pour ce qui concerne la période de non-affiliation.

Le Conseil des ministres estime ensuite qu'il n'y a pas de discrimination puisque, dès lors que la disposition attaquée a pour effet de procéder à une réaffiliation, une telle disposition ne pouvait être appliquée qu'à des institutions ayant antérieurement été affiliées à la caisse de répartition ou à l'O.N.S.S.A.P.L. L'article 75 de la loi-programme ne concerne, lui, que des pouvoirs restés affiliés et ne pouvait donc pas être appliqué à l'I.O.S.

Selon le Conseil des ministres, compte tenu de l'objectif poursuivi dans le cadre d'une réaffiliation, aucune solution différente de la solution retenue ne s'offrirait au législateur pour aboutir au même résultat, de sorte que celle-ci correspond le mieux au but poursuivi et est dès lors proportionnée.

Le Conseil des ministres fait enfin quelques observations sur la proportionnalité. Il déclare qu'il faut comparer les intérêts en présence, à savoir, d'une part, un intérêt privé et, d'autre part, un intérêt collectif, la sauvegarde de l'équilibre financier du régime commun, lié au caractère irrévocable de l'affiliation. Il conteste l'argumentation de l'I.O.S. lorsqu'elle estime que son intervention dans le régime commun durant la période pendant laquelle elle a été affiliée serait disproportionnée avec les avantages retirés par celle-ci dans cette même période car il considère que cette comparaison n'est pas pertinente dès lors qu'il s'agit d'un régime de solidarité et dès lors qu'une telle comparaison, si elle devait être faite, ne pourrait qu'être effectuée à très long terme.

En réponse à la deuxième branche du premier moyen, le Conseil des ministres fait valoir qu'il existe une différence juridique fondamentale entre les situations régies par les articles 74 et 75 de la loi-programme du 30 décembre 1982. La situation visée par l'article 74 est celle d'une seule et même personne juridique qui conteste

son affiliation tandis que sont visés par l'article 75 des organismes qui, tout en continuant à rester affiliés, transfèrent une partie de leur personnel vers des organismes qui ne sont pas affiliés. Le Conseil des ministres ajoute encore que le contexte général des deux dispositions est différent. Cette différence résulte de cinq éléments : l'article 75 s'adresse à des organismes qui sont affiliés depuis longtemps au régime commun et ont donc participé au financement du régime commun pendant de nombreuses années; la désaffiliation temporaire de l'I.O.S. a déjà permis à cet organisme de reporter à plus tard sa charge de pension, ce qui n'est pas le cas des organismes visés à l'article 75; la masse salariale concernée dans l'un et l'autre cas est totalement différente, de sorte que le préjudice subi par le régime commun suite à la non-perception des cotisations est nettement plus élevé dans le cas de l'I.O.S.; les organismes qui n'ont transféré qu'une partie de leur personnel mais restent affiliés pour l'autre partie ont partiellement contribué et contribueront à supporter l'augmentation du taux de cotisation résultant de la diminution du nombre d'agents cotisants; les effets dont il est question, qui se cumulent dans le temps, concernent des périodes plus courtes pour les organismes visés à l'article 75.

Le Conseil des ministres effectue ensuite une comparaison des effets des articles 74 et 75. Il admet que l'application de l'article 75 aurait eu des répercussions différentes de l'article 74 mais il estime que l'article 75 ne permet pas d'atteindre l'objectif poursuivi, qui est de réaffirmer le caractère irrévocable de l'affiliation de l'I.O.S. Il ajoute ensuite que l'article 75 a été rédigé dans l'optique de régler le cas d'organismes affiliés pendant une longue période, ce qui a pour conséquence que la mise à charge d'une part de pension à ces organismes pour certains services couvre des périodes longues avec les répercussions financières qui en découlent. Il en résulte que, compte tenu de la courte période d'affiliation de l'I.O.S., le législateur n'a jamais entendu soumettre cet organisme à ce régime. S'il avait voulu le faire, il n'aurait pas manqué de rédiger l'article 75 d'une façon différente et d'établir la contribution réclamée en tenant compte des éléments propres à l'I.O.S. tels que l'importance de l'effectif nommé à titre définitif récemment et l'importance de la masse salariale. Le Conseil des ministres ajoute que telle est d'ailleurs la solution retenue par l'article 161 bis, § 1er, pour le transfert de personnel et les restructurations qui interviendraient à partir du 1er janvier 1993. « Si aucun effet rétroactif n'a été donné à cette disposition, c'est en raison du fait que les C.P.A.S. de Huy et de Mons pouvaient difficilement être sanctionnés, dans la mesure où ils avaient exploité un vide législatif. »

Si l'on effectue alors la comparaison entre le régime de l'article 74 et le régime ainsi conçu de l'article 75, il en résulte que le traitement prévu par l'article 74 est nettement moins contraignant que le traitement prévu par l'article 75. Si l'on refuse cette comparaison et qu'on se limite à la faire en application de l'article 161 bis, § 2, ce qui, selon le Conseil des ministres, serait contraire à l'esprit de cette disposition et à l'intention du législateur, la différence entre les deux régimes est de trente millions plus ou moins; le Conseil des ministres considère que ce ne serait pas disproportionné, d'autant plus qu'à l'avenir, la différence s'amenuisera en fonction de l'évolution prévisible des différents termes de la comparaison.

En réponse à la troisième branche, le Conseil des ministres souligne que l'objectif de la disposition est de réaffilier irrévocablement à partir du 1er janvier 1990 les intercommunales qui ont contesté leur affiliation mais que la disposition ne constitue pas une validation législative d'une disposition annulée par le Conseil d'Etat car elle ne valide pas la décision administrative du comité de gestion de l'O.N.S.S.A.P.L. considérant l'affiliation de la requérante comme irrévocable mais précise que la réaffiliation est effectuée de plein droit et irrévocablement et ce, à partir du 1er janvier 1993. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres estime que, si la Cour considérait qu'il y a validation législative, cette validation est susceptible de se justifier exceptionnellement par des considérations d'ordre général, ce qui est le cas en l'espèce en raison de la charge supplémentaire que la désaffiliation fait peser sur les autres pouvoirs locaux et en raison des difficultés financières qu'elle va reporter vers d'autres administrations, ce qui n'est ni juridiquement ni socialement admissible.

2.A.3. En réponse au deuxième moyen, le Conseil des ministres rappelle que la disposition n'a pas pour but de faire échec à l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 avril 1992 et déclare que la disposition n'est pas discriminatoire en ce qu'elle ne viserait qu'une personne parce qu'il résulte des faits que l'I.O.S. de Charleroi est la seule à rentrer dans les critères objectifs et établis, de sorte que la distinction opérée n'est pas arbitraire. La disposition vise d'ailleurs à mettre un terme à la dérogation temporaire et au caractère irrévocable de l'affiliation dont a bénéficié l'I.O.S. Le Conseil des ministres ajoute que si la généralité et la permanence caractérisent en général les actes légaux et réglementaires, le législateur peut être amené à régler des situations qui n'intéressent qu'un groupe limité de personnes, soit une seule personne.

2.A.4. En réponse au troisième moyen, le Conseil des ministres fait tout d'abord valoir qu'en ce qui concerne l'absence de négociation en Comité de secteur, la Cour n'est pas compétente pour censurer un tel vice de forme, puisque cette formalité ne figure pas parmi les formalités visées à l'article 124 bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Pour le surplus, le Conseil des ministres estime que cette formalité n'est pas prescrite en l'espèce parce que la disposition attaquée ne peut être considérée comme une réglementation de base en matière de pension, en ce qu'elle ne concerne aucun des points visés à l'article 5 de l'arrêté royal du 18 août 1985 mais uniquement le mode de financement des pensions. Le Conseil des ministres ajoute également qu'il résulte de l'article 156 de la nouvelle loi communale qu'il n'existe aucune différence de traitement en matière de pensions entre les agents d'une administration locale non affiliée à l'O.N.S.S.A.P.L. et les agents d'une administration affiliée.

Le Conseil des ministres fait valoir en deuxième lieu que, concernant l'existence d'une éventuelle discrimination, le non-respect d'une formalité n'est en aucune façon une violation des articles 6 et 6 bis de la Constitution parce que le fait qu'une formalité n'ait pas été accomplie est sans incidence sur l'existence de la discrimination.

2.A.5. En réponse au quatrième moyen, le Conseil des ministres déclare qu'il faut d'abord préciser la portée de la disposition : cette disposition concerne uniquement la matière des pensions. C'est en raison de cet objet qu'il faut apprécier la compétence du législateur. La matière des pensions fait partie de la sécurité sociale et relève de la compétence de l'autorité nationale conformément à l'article 6, § 1er, VI, 12°, de la loi du 8 août 1980. De plus, il résulte des travaux préparatoires de la loi du 8 août 1988 que tout ce qui a trait à l'organisation de la commune continue à relever de la compétence du législateur national, de même que les lois organiques des pouvoirs subordonnés. Or, l'article 74 de la loi entreprise modifie l'article 161, alinéa 3, de la nouvelle loi communale, qui constitue la loi organique de base pour les pouvoirs locaux et relève donc de la compétence du législateur national.

Le Conseil des ministres rappelle ensuite l'arrêt n° 56/92 de la Cour relatif à la compétence en matière d'associations de communes et l'arrêt n° 31/91 relatif aux commissaires de brigade. Au terme de l'exposé de ces arrêts, le Conseil des ministres conclut que ni l'article 6, § 1er, VIII, 1°, ni l'article 6, § 1er, VIII, 3°, ne permettent d'affirmer que le législateur national aurait violé les règles répartitrices de compétences en adoptant une disposition de la nouvelle loi communale relative aux pensions, compétence qui lui est expressément dévolue dans le cadre de la sécurité sociale.

3.A.1. Dans son mémoire en réponse, la requérante fait trois observations concernant le premier moyen. Elle estime tout d'abord qu'il est étonnant que le Conseil des ministres considère que la désaffiliation d'un seul pouvoir local mettrait à elle seule en péril l'équilibre financier de tout un système conçu au niveau national. Après une démonstration basée sur des chiffres, elle conclut que le Conseil des ministres part de prémisses radicalement

inexactes et quant au nombre d'agents mis à la pension et quant au pourcentage de la charge de la pension de retraite correspondant à la quote-part supportée par l'Etat et que, dès lors, il est conduit à faire un calcul aberrant de la charge globale de la quote-part des pensions qui devra être supportée par le régime commun.

La requérante considère ensuite qu'il n'appartient pas au Conseil des ministres de s'attribuer le pouvoir d'interpréter la loi, d'autant moins en l'espèce que, d'une part, l'article 8 de la loi-programme du 6 juillet 1989 n'énonçait nullement de manière évidente le principe selon lequel une intercommunale serait affiliée irrévocablement et de plein droit à l'O.N.S.S.A.P.L. pour le régime des pensions et que, d'autre part, cette interprétation a précisément été rejetée par le Conseil d'Etat dans son arrêt du 7 avril 1992.

La requérante fait enfin valoir que la décision de désaffiliation a été prise *in tempore non suspecto* conformément à la possibilité qui était ouverte sous l'empire de la législation originaires du 25 avril 1933 et qui n'imposait l'affiliation obligatoire qu'aux seuls pouvoirs locaux qui n'assument pas directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance la pension de leur personnel.

La requérante considère par ailleurs que le critère retenu ne peut être considéré comme objectif à partir du moment où une seule intercommunale se trouve dans cette situation et que ce critère ne vise en conséquence qu'un seul et unique sujet de droit qui est l'I.O.S.

La partie requérante estime qu'elle doit réfuter les considérations émises par le Conseil des ministres sur sa situation financière. La requérante estime qu'un taux de cotisation de 12,5 % permet de couvrir l'entière des services admissibles antérieurs au 1er janvier 1993, en ce compris les services admissibles rendus avant la date d'affiliation de l'I.O.S. auprès de la C.R.P.C., soit le 26 août 1974.

La requérante affirme par ailleurs que si le taux de cotisation à l'O.N.S.S.A.P.L. devrait être porté à 26,07 % pour l'année 1993, ce n'est pas pour assurer l'équilibre entre les cotisations perçues et les pensions payées mais pour augmenter encore et de manière considérable les bonis réalisés dans un régime de répartition. La requérante affirme que pour les années 1990 et 1991, si l'I.O.S. avait été considérée comme affiliée, l'excédent des recettes sur les dépenses dans le régime de pension du secteur commun se serait élevé à 846.999.030 francs et que sans les recettes de cotisation escomptées en provenance de l'I.O.S. le bonus s'élève encore à 497.138.444 francs.

La requérante fait par ailleurs valoir, concernant l'impossibilité d'affiliation d'office de pouvoirs locaux qui n'étaient pas antérieurement affiliés à l'O.N.S.S.A.P.L. dès lors qu'ils assumaient directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance le paiement de la pension de leur personnel, que pas plus que ces autres pouvoirs locaux, l'I.O.S. n'était affiliée au régime commun au 1er janvier 1993 et que l'intercommunale qui n'a jamais été affiliée à l'O.N.S.S.A.P.L. jusqu'à cette date assumait, par l'intervention d'une institution de prévoyance, le paiement de la pension des membres de son personnel. Elle estime donc qu'elle est dans une situation identique à ces pouvoirs locaux.

La requérante fait par ailleurs valoir que la discrimination alléguée à l'égard des intercommunales hospitalières affiliées la surprend, dès lors que ce sont précisément ces intercommunales hospitalières comparables à elle-même qui ne se sont pas affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L.

La requérante précise enfin que le Conseil des ministres a oublié de préciser un élément de fait essentiel : depuis 1982, plus aucun membre du personnel de l'I.O.S. n'est recruté sous le régime statutaire, de sorte qu'au fur et à mesure des années qui passent et des remplacements d'agents, de moins en moins de cotisations pourront être prélevées sur le traitement des agents statutaires. Il en résulte qu'une telle circonstance justifie à elle seule la non-réaffiliation de l'I.O.S. puisqu'au fur et à mesure des années qui passent la *ratio* entre les cotisations perçues et les pensions payées deviendra de plus en plus défavorable au régime commun.

Concernant le premier moyen en sa deuxième branche, la partie requérante déclare tout d'abord que les deux types de situations comparées, celles qui sont visées à l'article 74 et celles qui sont visées à l'article 75, se présentent de manière totalement similaire puisque tous deux ont utilisé des moyens conformes au droit conduisant à la désaffiliation. La requérante estime aussi que les deux situations sont objectivement semblables puisque, dans un cas comme dans l'autre, les pensions des agents transférés demeurent à charge du régime commun pour la période antérieure à ce transfert sans que des cotisations soient encore payées à l'heure actuelle. La requérante précise que la similitude des deux situations est encore plus criante au regard du but poursuivi par la nouvelle législation, à savoir assurer la sauvegarde du régime commun des pensions puisque le financement de l'O.N.S.S.A.P.L. n'est pas fonction du nombre d'institutions affiliées mais du volume de personnel occupé par ces institutions. La requérante ajoute que le critère qui paraît avoir guidé le législateur dans la distinction entre les situations consiste dans la volonté d'imposer un traitement particulier plus défavorable et plus préjudiciable pour la seule requérante, pour la raison qu'elle a été la seule à contester avec succès les mesures coercitives prises à son encontre. Elle estime qu'un tel critère ne peut être considéré comme légitime, objectif et proportionné au but officiellement poursuivi.

La requérante précise encore qu'il n'est pas exact d'affirmer que l'article 75 ne concernerait que des pouvoirs restés affiliés : les intercommunales visées sont non affiliées. La requérante donne ensuite des chiffres afin d'opérer une comparaison entre les deux types d'institutions. Elle conteste aussi les chiffres donnés par le Conseil des ministres afin d'établir quel aurait été le régime juridique de l'I.O.S. si les dispositions de l'article 75 lui étaient applicables. Elle estime que les chiffres évoqués sont fantaisistes, elle propose alors d'autres chiffres et conclut que l'application des dispositions de l'article 75 contraindrait l'I.O.S. à payer au maximum chaque année à partir de 1993 une somme de 148.634.552 francs, soit au minimum 76.423.301 francs de moins chaque année que le montant des cotisations réclamées en vertu de l'article 74. Elle déclare qu'il n'existe pas de justification objective à une telle différence au regard de l'objectif poursuivi.

Concernant le premier moyen dans sa troisième branche, la requérante maintient que la cause de l'article 74 est bien de remédier aux effets de l'arrêt d'annulation prononcé par le Conseil d'Etat le 7 avril 1992 à l'égard des mêmes parties que dans la présente affaire, avec pour conséquence que la requérante se voit privée de cette garantie juridictionnelle essentielle. Elle estime que la validation législative qui est intervenue en l'espèce ne peut pas se prévaloir d'un but légitime, d'un rapport de proportionnalité et de justifications tirées de raisons impérieuses et graves, dès lors qu'il s'agit d'une loi individuelle ne touchant que la seule requérante et dont le prétexte qu'elle serait nécessaire pour sauvegarder l'équilibre financier du régime commun des pensions s'avère imaginaire ou à tout le moins largement forcé.

3.A.2. Concernant le deuxième moyen, la requérante précise d'abord que le traitement différencié qui est fait à son égard est justifié par la partie adverse par le seul fait qu'elle a contesté à son avantage une décision précédente de l'autorité qui était identique dans ses effets. Elle considère qu'une telle justification peut difficilement être réputée objective et raisonnable. Elle souligne ensuite le danger d'arbitraire en cas de non-respect par le législateur du caractère général et impersonnel des normes législatives. Si les rapports sociaux devaient être régis par des règles particulières s'appliquant individuellement à chaque cas particulier, il est pratiquement fatal qu'une même situation de fait se voie attacher des conséquences en droit différentes et que les destinataires de ces règles sont traités inégalement au mépris de l'article 6 de la Constitution.

La requérante admet que le caractère de généralité de l'acte législatif n'implique pas nécessairement que les personnes visées soient nombreuses mais elle ajoute qu'il faut que cet acte soit susceptible de s'appliquer à toute personne qui viendrait à se trouver dans la situation prévue, par hypothèse, de manière impersonnelle.

La critique faite dès lors à l'encontre de la loi en cause est non pas de ne s'appliquer accidentellement qu'à une seule personne mais bien d'avoir été conçue délibérément à l'attention d'une seule personne et d'une seule situation juridique.

3.A.3. Concernant le troisième moyen, la requérante précise qu'il ne s'agit pas de faire censurer par la Cour un vice de forme mais bien de constater une discrimination entre les agents des différentes institutions dans l'application du statut syndical.

La requérante précise par ailleurs que même si la loi paraît concerner avant tout le mode de financement des pensions, elle a pour effet d'abolir les avantages concrets offerts de manière tout à fait légitime aux agents de la requérante par la convention conclue avec la S.M.A.P. Il en résulte dès lors que la loi contient en elle-même une différence de traitement entre agents d'intercommunales dans l'application du statut syndical qui ne repose sur aucun critère de différenciation susceptible de justification objective et raisonnable.

La requérante estime enfin qu'il est inexact de soutenir qu'il n'existe aucune différence de traitement en matière de pensions entre les agents d'administrations affiliées ou non à l'O.N.S.S.A.P.L. Elle précise alors les avantages qu'elle peut assurer, outre le paiement du minimum de pension à ses agents statutaires et contractuels.

La requérante en conclut que sans qu'aucune négociation n'ait été menée avec les organisations représentatives de travailleurs, la réglementation de base ayant trait au régime de pension des agents de l'I.O.S. s'est trouvée modifiée alors même que tous les agents publics disposent du droit de négociation sur la réglementation de base en matière de pension. Elle considère que l'absence d'une telle formalité a une incidence sur l'existence de la discrimination alléguée.

3.A.4. Concernant le quatrième moyen, la requérante rappelle que l'article 74 ne concerne qu'une seule intercommunale bien identifiée et qu'il est dès lors de nature à bouleverser le fonctionnement de cette intercommunale; il en résulte que son objet véritable concerne les modalités de fonctionnement d'une intercommunale. Elle ajoute par ailleurs que le déficit des intercommunales hospitalières étant à charge des communes, cette législation aura également des répercussions inévitables sur le financement des communes.

— B —

Quant à la deuxième branche du premier moyen

B.1. En sa deuxième branche, le premier moyen est pris de la violation des articles 6 et 6 bis de la Constitution.

B.2. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de distinction soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.3. L'article 74 attaqué de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses réaffiliée de « plein droit et irrévocablement » à partir du 1er janvier 1993 les intercommunales chargées de la gestion d'hôpitaux qui, au 31 décembre 1988, étaient affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales et qui, suite à une contestation introduite avant le 31 décembre 1987 auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, n'étaient plus affiliées audit Office au 31 décembre 1992. La disposition attaquée crée ainsi une différence de traitement entre :

— d'une part, les intercommunales hospitalières visées à l'article 75 de la loi du 30 décembre 1992, qui occupent du personnel transféré des hôpitaux de C.P.A.S. et ne participant pas au régime commun de pension des pouvoirs locaux, ce personnel ayant toutefois été affilié au régime commun lorsqu'il dépendait du C.P.A.S.

et

— d'autre part, les intercommunales hospitalières visées à l'article 74 - en fait, il s'agit de la seule I.O.S. - qui ont occupé du personnel dont les pensions, pour certaines années, se trouvent pareillement à charge de l'O.N.S.S.A.P.L., en vertu de leur affiliation temporaire à cet organisme.

B.4. Toutes les intercommunales visées aux articles 74 et 75 se trouvaient au 31 décembre 1992 dans une situation identique en ce que, pour une partie de leur carrière, leurs agents avaient été affiliés au régime commun de pension.

Le législateur peut légitimement, dans le but de préserver l'équilibre financier du régime commun de pension des pouvoirs locaux, tenir compte de la situation objectivement différente des intercommunales qui avaient été affiliées durant une certaine période à ce régime et prendre à leur égard des mesures particulières de contribution financière.

B.5. Toutefois, la réaffiliation « de plein droit » et irrévocable d'une seule catégorie des intercommunales visées - en fait, de la seule I.O.S. - est une mesure qui doit être considérée comme disproportionnée au regard du but poursuivi par le législateur. Cette disproportion ressort d'une comparaison entre le traitement prévu à l'article 74 de la loi et le traitement moins contraignant contenu dans l'article 75 qui prévoit, pour d'autres administrations locales, qui à la suite d'une restructuration ou d'une suppression transfèrent du personnel qui était auparavant affilié à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, l'obligation de contribuer dans une certaine mesure à la charge de pensions de retraite ou de survie.

B.6. En sa deuxième branche, le premier moyen est fondé.

Quant aux autres moyens

B.7. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres moyens, dès lors qu'ils ne peuvent donner lieu à une annulation plus ample.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 74 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 1er juillet 1993.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen

Le président,

M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 93 — 1713

[C — 21239]

Arrest nr. 54/93 van 1 juli 1993

Rolnummer 528

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 74 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, ingesteld door de « Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi » (I.O.S.) op 18 februari 1993.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters F. Debaedts en M. Melchior, en de rechters L. De Grève, L.P. Suetens, H. Boel, L. François en J. Delruelle, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift, verzonden bij op 18 februari 1993 ter post aangetekende brief en ter griffie ontvangen op 19 februari 1993, heeft de « Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi », afgekort I.O.S., intercommunale in de vorm van een coöperatieve vennootschap, een beroep ingesteld tot vernietiging van artikel 74 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1993.

Bij een bijgevoegd verzoekschrift vorderde de verzoekende partij ook de schorsing van die bepaling. Bij zijn arrest van 1 april 1993 heeft het Hof artikel 74 van de wet van 30 december 1992 geschorst.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 19 februari 1993 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen aanleiding was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Overeenkomstig artikel 76 van de voormelde bijzondere wet is van het beroep kennisgegeven bij op 4 maart 1993 ter post aangetekende brieven, die op 5 en 8 maart 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 10 maart 1993 bekendgemaakt.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, met ambtswoning te 1000 Brussel, Wetstraat 16, heeft bij op 19 april 1993 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet is een afschrift van die memorie overgezonden bij op 23 april 1993 ter post aangetekende brief, die op 26 april 1993 aan de geadresseerde ter hand is gesteld.

De verzoekende partij heeft bij op 26 mei 1993 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 27 mei 1993 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 17 juni 1993.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 28 mei 1993 ter post aangetekende brieven, die op 1, 2 en 7 juni 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 17 juni 1993 :

— zijn verschenen :

— Mr. J. Bourtembourg en Mr. J. Sohier, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij I.O.S.;

— Mr. L. Van Helshoect, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters J. Delruelle en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn Mr. J. Bourtembourg en Mr. L. Van Helshoect, voornoemd, gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte**Ten aanzien van de aangevochten bepaling**

1. De verzoekende coöperatieve vennootschap, opgericht op 31 juli 1937, heeft tot doel « de oprichting en exploitatie van allerlei instellingen en diensten met een medisch en/of sociaal karakter ». Zij is een intercommunale vereniging.

Met toepassing van artikel 11 van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel bevinden de personeelsleden van de verenigingen van gemeenten, wat hun pensioen betreft, zich in dezelfde situatie als het gemeentepersoneel.

Op 22 april 1974 heeft de raad van bestuur van de verzoekende partij beslist de vereniging voor de toekomst aan te sluiten bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen met het oog op de toepassing van de bepalingen van de wet van 25 april 1933.

Ingevolge de wet van 1 augustus 1985 en het koninklijk besluit van 15 juli 1986 is het voortaan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afgekort R.S.Z.P.P.O., die belast is met de inning en de invordering van de sociale-zekerheidsbijdragen en, sedert 1 januari 1987, met de inning van de bijdragen voor het pensioenstelsel.

2. Het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 schrijft voor dat de gemeenten die niet rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van hun personeel alsmede van het pensioen der weduwen en wezen op zich nemen, wat het pensioenstelsel betreft worden aangesloten bij de R.S.Z.P.P.O.

Op 29 januari 1987 beslist de raad van bestuur van de verzoekende partij vanaf 1 januari 1987 de bijdragen voor de toekomstige pensioenen van haar vastbenoemd personeel in actieve dienst rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling op zich te nemen.

3. Bij het koninklijk besluit nr. 520 van 31 maart 1987 wordt vervolgens in artikel 3 van de wet van 25 april 1933 een nieuw lid ingevoegd, dat als volgt luidt :

« De gemeenten die voordien aangesloten waren bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen (...) zijn ambtshalve aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (...). Deze aansluiting is onherroepbaar. »

Aangaande die bepalingen rijst tussen de R.S.Z.P.P.O. en de verzoekende partij een geschil over de vraag of laatstgenoemde al dan niet is aangesloten.

4. Artikel 8 van de programmawet van 6 juli 1989 vervangt artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 25 april 1933, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 en bij het koninklijk besluit nr. 520 van 31 maart 1987. Die bepaling luidt als volgt :

« De gemeenten die voordien aangesloten waren bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen, zoals bedoeld bij artikel 4 van deze wet vóór haar opheffing door het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986, zijn van rechtswege aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (...).

De gemeenten die niet rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van hun personeel alsmede van het pensioen der weduwen en wezen op zich nemen, alsmede de provincies (...) worden inzake de pensioenregeling aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (...).

De aansluiting bedoeld in het eerste en tweede lid is onherroepbaar tenware zij betwist wordt vóór 31 december 1987 bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, door intercommunales belast met het beheer van ziekenhuizen. In dit geval is zij onherroepbaar vanaf 1 januari 1990. »

Die bepaling heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

5. Het geschil tussen de verzoekende partij en de R.S.Z.P.P.O. is voor de Raad van State gebracht, die op 7 april 1992 het arrest nr. 39.177 heeft gewezen. De Raad van State heeft de beslissing van het beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten vernietigd waarin gesteld is dat de coöperatieve vennootschap « Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi » sedert 1 januari 1990 onherroepelijk is aangesloten bij het gemeenschappelijk pensioenstelsel. In zijn arrest stelt de Raad van State :

« Overwegende dat verzoekster op 29 januari 1987 besloten heeft om rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling op zich te nemen van het evenmatige deel van de pensioenen van haar personeel; dat zij zich op 11 mei 1987 heeft verzet tegen een verzoek van de R.S.Z.P.P.O. om een aangifteformulier in te vullen, een verzoek waarbij verondersteld werd dat zij aangesloten is; dat de aansluiting van verzoekster bij de R.S.Z.P.P.O. dus herroepbaar was, aangezien zij zich vóór 31 december 1987 heeft aangesloten; dat zij al sinds 29 januari 1987 herroepen is en op 1 januari 1990 dus niet meer bestond; dat op 1 januari 1990 geen enkele aansluiting nog onherroepbaar kon worden; dat met het oog op de toepassing van artikel 3, *in fine*, van de wet van 25 april 1933, zoals het bij artikel 8 van de programmawet van 6 juli 1989 is gewijzigd, vóór het is ingevoegd in artikel 161 van de nieuwe gemeentewet, behoort te worden aangenomen dat het 'geval' waarin een beslissing vanaf 1 januari 1990 onherroepbaar is, zich voordoet wanneer, nadat de beslissing was betwist, die betwisting is beslecht in die zin dat de bezwaar makende overheid aangesloten is;

Overwegende dat de verzoekende partij niet in dat geval was, aangezien de op 11 mei 1987 ingediende betwisting nooit beslecht is en haar aansluiting niet als onherroepbaar kon worden beschouwd; dat de verwerende partij op 23 maart 1990 niet kon aannemen dat verzoekster bij haar was aangesloten, aangezien haar aansluiting op 29 januari 1987 herroepen is; dat het middel gegrond is. »

6. Dan komt de aangevochten bepaling, artikel 74 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, die voorschrijft dat artikel 161, derde lid, van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 maart 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De aansluiting bedoeld in het eerste en het tweede lid is onherroepelijk. De met het beheer van ziekenhuizen belaste intercommunales die op 31 december 1986 bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen aangesloten waren en die ten gevolge van een vóór 31 december 1987 bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ingediende betwisting op 31 december 1992 niet meer bij deze Dienst zijn aangesloten, zijn, van rechtswege en onherroepelijk, opnieuw aangesloten bij deze Dienst met ingang van 1 januari 1993. »

— A —

Ten aanzien van de argumenten van de partijen

1.A.1. In haar verzoekschrift voert de verzoekende partij vier middelen aan.

1.A.2. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Het omvat drie onderdelen.

In het eerste onderdeel is de verzoekende partij van mening dat « de bepaling een discriminerend verschil in het leven roept in de behandeling van de intercommunales die belast zijn met het beheer van ziekenhuizen en die niet bij de R.S.Z.P.P.O. waren aangesloten voor het pensioenstelsel van hun personeelsleden vóór de inwerking-treding ervan, tussen :

— enerzijds, de ziekenhuisintercommunales die nooit bij de R.S.Z.P.P.O. aangesloten zijn geweest en vrij blijven zich al dan niet aan te sluiten,

— en, anderzijds, de intercommunales die, zoals de verzoekende partij, vroeger aangesloten waren en het nu niet meer zijn en voor wie als enigen de automatische en onherroepelijke heraanluiting op 1 januari 1993 is opgelegd ».

In het tweede onderdeel betoogt de verzoekende partij dat « de bepaling een discriminerend verschil in behandeling in het leven roept, meer bepaald onder de bij de nieuwe wetsbepaling beoogde ziekenhuisintercommunales :

— enerzijds, de ziekenhuisintercommunales bedoeld in artikel 75, die zijn samengesteld uit personeel dat is overgeheveld van de O.C.M.W.-ziekenhuizen en niet deelneemt aan het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale besturen, personeel dat niettemin bij het gemeenschappelijk stelsel was aangesloten toen het van het O.C.M.W. afhing,

— en, anderzijds, de bij artikel 74 beoogde ziekenhuisintercommunales die, zoals de verzoekende partij, vroeger evenzeer personeel hebben tewerkgesteld wiens pensioenen voor de vroegere jaren ten laste waren van de R.S.Z.P.P.O. krachtens hun vroeger stelsel ».

Enkel aan de laatstgenoemden wordt een verplichte heraanluiting opgelegd, terwijl de wet voor de eerstgenoemden, die zich in een soortgelijke situatie bevinden, enkel een « bijdrage » oplegt die ieder jaar door het bestuur van de pensioenen wordt vastgesteld « ten laste van de pensioenen van de personeelsleden van de geherstructureerde of opgeheven lokale overheid die in die hoedanigheid zijn gepensioneerd vóór de herstructurering of de afschaffing ».

In het derde onderdeel is de verzoekende partij van mening dat « de bepaling een discriminerend verschil in behandeling in het leven roept tussen de intercommunales die belast zijn met het beheer van ziekenhuizen, door de verzoekende partij ambtshalve en op onherroepelijke manier aan te sluiten bij de R.S.Z.P.P.O., op grond dat de auteurs van de programmawet van 6 juli 1989 de bedoeling hadden een einde te maken aan de betwistingen door de aansluiting van de ziekenhuisinstellingen onherroepbaar te maken ».

De verzoekende partij betoogt dat dit motief niet als objectief en wettig kan worden beschouwd in zoverre de programmawet van 6 juli 1989 niet alleen nooit een dergelijk beginsel op een zo duidelijke manier heeft uitgevaardigd, maar vooral op grond dat een arrest van de Raad van State, dat kracht van gewijsde heeft, precies het tegengestelde beweert. De verzoekende partij is dus de mening toegedaan dat het gaat om een vorm van geldigverklaring bij wet die tot doel heeft een rechterlijke beslissing schaaakmat te zetten, wat een discriminatie vormt die de verzoekende partij een essentiële jurisdictionele waarborg ontnemt.

1.A.3. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

De verzoekende partij doet gelden dat de bepaling « een discriminerend verschil in behandeling ten aanzien van enkel de verzoekende partij in het leven roept, aangezien, zoals uit de parlementaire voorbereiding blijkt, zij in feite, in tegenstelling met het algemeen karakter dat men per definitie van elke wettelijke norm moet verwachten, een ' individuele ' wet is die slechts één enkele rechtspersoon, de I.O.S., raakt en die als enig doel heeft een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, schaaakmat te zetten ».

1.A.4. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

De verzoekende partij is van oordeel dat de bepaling « een discriminerend verschil in behandeling onder de personeelsleden van de verschillende ziekenhuisintercommunales in de toepassing van het vakbondsstatuut in het leven roept, in zoverre zij de pensioenregeling raakt en aldus een grondregeling betreft, in de zin van artikel 2 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en nochtans niet is voorgelegd ter onderhandeling in het Sectorcomité ».

Volgens de verzoekende partij worden de personeelsleden aldus anders behandeld dan die van de andere ziekenhuisintercommunales en van de andere openbare ziekenhuizen die niet onderworpen zijn aan de verplichte aansluiting bij de R.S.Z.P.P.O.

1.A.5. Het vierde middel, ten slotte, is afgeleid uit de schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, en meer in het bijzonder artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Dat middel omvat twee onderdelen.

In het eerste onderdeel betoogt de verzoekende partij dat de bepaling, « naast het pensioenstelsel in de strikte zin van het woord, ook de werking van de intercommunales ontregelt door hen te dwingen, door sociale bijdragen die voortvloeien uit een verplichte en onherroepbare aansluiting, meer verplichte uitgaven te doen die de werkwijze van de ziekenhuisintercommunales ernstig kunnen verstoren », terwijl de werkwijze van de verenigingen van gemeenten alsmede de toepassing van de organieke wetten betreffende die verenigingen uitsluitend tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren.

In het tweede onderdeel is de verzoekende partij van mening dat « de bij de bepaling ingevoerde verplichte uitgave op een meer algemene manier een deficit bij alle betrokken openbare ziekenhuizen kan veroorzaken, dat door de gemeenten en uiteindelijk door het Gemeentefonds, waarvan de werking aldus ook dreigt te worden verstoord, zal moeten worden gedragen », terwijl de financiering van de opdrachten die door de gemeenten moeten worden vervuld, bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort.

2.A.1. In zijn memorie geeft de Ministerraad eerst een overzicht van de financiering van het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale besturen waarbij hij de nadruk legt op het stelsel van omslag en solidariteit. Volgens hem vereiste dat stelsel de heraansluiting van de I.O.S.

2.A.2. De Ministerraad weerlegt het eerste middel, eerste onderdeel, met te stellen dat het onderscheid tussen de I.O.S. en de met het beheer van ziekenhuizen belaste intercommunales die inzake pensioenen nooit bij de R.S.Z.P.P.O. waren aangesloten, berust op een objectief criterium, namelijk het feit dat een aansluiting op een bepaalde datum bestaat en op een bepaalde andere datum niet meer bestaat.

De Ministerraad is van mening dat het Hof, om het bestaan van een discriminatie te beoordelen, een reeks elementen, die hij toelicht, in aanmerking moet nemen. In de eerste plaats het doel : dat doel bestaat erin uitdrukkelijk de intentie van de wetgever te bevestigen die ten grondslag lag aan de totstandkoming van artikel 8 van de programmawet van 6 juli 1989 door op onbetwistbare wijze de aansluiting van de bedoelde intercommunales bij de R.S.Z.P.P.O. opnieuw te bevestigen en daarbij over te gaan tot de heraansluiting op een andere datum, zodanig dat het financiële evenwicht van het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale besturen wordt gevrijwaard. Als tweede element voert de Ministerraad de noodzaak van een wetgevend optreden aan : hij is van mening dat, rekening houdend met het nagestreefde doel, de heraansluiting van de I.O.S. de enig mogelijke oplossing was.

Volgens de Ministerraad zou het zowel politiek als financieel noch redelijk noch billijk zijn geweest de zaken te laten in de toestand die is voortgevloeid uit het arrest van de Raad van State. Aan de hand van cijfergegevens en tabellen tracht de Ministerraad aan te tonen dat de evolutie van de pensioenlasten voor de komende jaren een wetgevingsinitiatief onontbeerlijk maakte ten einde te vermijden dat die last zou worden afgewenteld op alle andere besturen die bij het gemeenschappelijk stelsel aangesloten zijn gebleven en dat het financieel evenwicht van dat stelsel in gevaar zou worden gebracht.

Vervolgens maakt de Ministerraad enkele opmerkingen over de financiële situatie van de verzoekende partij. Als de verzoekende partij bij O.M.O.B. een gunstiger stelsel heeft kunnen krijgen, dan is dat volgens de Ministerraad omdat een aanzienlijke pensioenlast, namelijk die van de pensioenen die vóór 1 januari 1987 een aanvang hebben genomen, alsmede, voor de pensioenen die vanaf die datum een aanvang nemen, de last van de bijdragen die betrekking hebben op de diensten van vóór 1 januari 1987 voor rekening van het gemeenschappelijk stelsel komen. Waren die uitgaven verrekend in het tarief van de bijdragen die aan O.M.O.B. moeten worden betaald, dan zou dat tarief aanzienlijk hoger hebben gelegen.

Dan licht de Ministerraad de draagwijdte van artikel 74 toe. Uit die bepaling vloeit voort dat de pensioenen voor de personeelsleden die vanaf die datum van heraansluiting in ruste zullen worden gesteld, door de administratie der pensioenen zullen worden toegekend en dat de last ervan door het gemeenschappelijk stelsel zal worden gedragen. Een deel van het pensioen zal niettemin ten laste van de intercommunale worden gelegd voor de periode van niet-aansluiting.

Vervolgens is de Ministerraad de mening toegedaan dat er geen discriminatie is omdat, aangezien de aangevochten bepaling tot een heraansluiting leidt, een dergelijke bepaling slechts kon worden toegepast op instellingen die vroeger bij de Omslagkas of bij de R.S.Z.P.P.O. waren aangesloten. Van zijn kant heeft artikel 75 van de programmawet enkel betrekking op besturen die aangesloten zijn gebleven, zodat het niet kon worden toegepast op de I.O.S.

Rekening houdend met het in het kader van een heraansluiting nagestreefde doel, is de Ministerraad van mening dat voor de wetgever geen andere dan de gekozen oplossing openstond om hetzelfde resultaat te verkrijgen, zodat zij het beste overeenstemt met het nagestreefde doel en derhalve evenredig is.

Tot slot maakt de Ministerraad enkele opmerkingen over de evenredigheid. Hij is van mening dat de aanwezige belangen moeten worden vergeleken, namelijk, enerzijds, een privé-belang en, anderzijds, een collectief belang, de vrijwaring van het financieel evenwicht van het gemeenschappelijk stelsel, verbonden met het onherroepbaar karakter van de aansluiting. Hij betwist het argument van de I.O.S. volgens hetwelk haar tussenkomst in het gemeenschappelijk stelsel tijdens haar periode van aansluiting onevenredig zou zijn met de voordelen die zij er gedurende dezelfde periode heeft uitgehaald; hij is immers van mening dat die vergelijking niet pertinent is aangezien het om een solidariteitsstelsel gaat en een dergelijke vergelijking, mocht zij worden gemaakt, slechts op zeer lange termijn zou kunnen worden uitgevoerd.

Als antwoord op het tweede onderdeel van het eerste middel voert de Ministerraad aan dat er een fundamenteel juridisch verschil bestaat tussen de situaties die bij de artikelen 74 en 75 van de programmawet van 30 december 1992 worden geregeld. Artikel 74 beoogt de situatie van één enkele rechtspersoon die zijn aansluiting betwist terwijl artikel 75 instellingen beoogt die, terwijl zij aangesloten blijven, een deel van hun personeel overhevelen naar instellingen die niet zijn aangesloten. De Ministerraad voegt er nog aan toe dat de algemene context van de twee bepalingen verschillend is. Dat verschil blijkt uit vijf elementen: artikel 75 richt zich tot instellingen die al lange tijd bij het gemeenschappelijk stelsel zijn aangesloten en dus gedurende vele jaren tot de financiering van het gemeenschappelijk stelsel hebben bijgedragen; de tijdelijke terugtrekking van de I.O.S. heeft het die instelling reeds mogelijk gemaakt haar pensioenlast naar later te verschuiven, wat niet het geval is voor de bij artikel 75 beoogde instellingen; de betrokken loonmassa is in beide gevallen totaal verschillend, zodat het door het gemeenschappelijk stelsel geleden nadeel als gevolg van het niet innen van de bijdragen, veel hoger ligt bij de I.O.S.; de instellingen die slechts een deel van hun personeel hebben overgeheveld, maar voor het andere deel aangesloten blijven, hebben gedeeltelijk bijgedragen en zullen bijdragen om de stijging van het bijdragetarief op te vangen dat voortvloeit uit de daling van het aantal bijdragende personeelsleden; de gevolgen waarvan sprake, die zich in de tijd opstapelen, hebben betrekking op kortere perioden voor de bij artikel 75 beoogde instellingen.

Vervolgens maakt de Ministerraad een vergelijking tussen de gevolgen van de artikelen 74 en 75. Hij geeft toe dat artikel 75 een andere weerslag zou hebben gehad dan artikel 74, maar hij is van mening dat artikel 75 het niet mogelijk maakt het nagestreefde doel, dat erin bestaat het onherroepbaar karakter van de aansluiting van de I.O.S. te bevestigen, te bereiken. Vervolgens voegt hij eraan toe dat artikel 75 is opgesteld om het geval te regelen van instellingen die gedurende een lange periode aangesloten zijn, wat tot gevolg heeft dat het ten laste leggen van een deel van het pensioen aan die instellingen voor sommige diensten lange perioden dekt, met de financiële gevolgen die daaruit voortvloeien. Rekening houdend met de korte periode van aansluiting van de I.O.S. volgt daaruit dat de wetgever nooit de bedoeling heeft gehad die instelling aan dat stelsel te onderwerpen. Had hij dat willen doen, dan had hij zeker niet nagelaten artikel 75 op een andere manier te formuleren en de gevraagde bijdrage vast te stellen rekening houdend met elementen eigen aan de I.O.S., zoals de omvang van het onlangs vast benoemd personeel en de omvang van de loonmassa. De Ministerraad voegt eraan toe dat die oplossing trouwens wordt voorgeschreven in artikel 161bis, § 1, voor de overheveling van personeel en de herstructureringen die vanaf 1 januari 1993 zouden plaatsvinden. « Als aan die bepaling geen terugwerkende kracht is gegeven, dan is het omdat de O.C.M.W.'s van Hoei en Bergen moeilijk konden worden gestraft in zoverre zij gebruik hebben gemaakt van een leemte in de wetgeving. »

Vergelijkt men de bij artikel 74 voorgeschreven regeling met de aldus opgevatte regeling van artikel 75, dan blijkt daaruit dat de bij artikel 74 bepaalde behandeling veel minder dwingend is dan die van artikel 75. Weigert men die vergelijking en beperkt men zich tot een vergelijking met toepassing van artikel 161bis, § 2, wat volgens de Ministerraad in strijd zou zijn met de geest van die bepaling en de bedoeling van de wetgever, dan bedraagt het verschil tussen de beide regelingen min of meer dertig miljoen; de Ministerraad is van mening dat zulks niet onevenredig zou zijn te meer daar in de toekomst het verschil kleiner zal worden, afhankelijk van de te verwachten evolutie van de verschillende punten van vergelijking.

Als antwoord op het derde onderdeel betoogt de Ministerraad dat de bepaling tot doel heeft met ingang van 1 januari 1990 de intercommunes die hun aansluiting hebben betwist, onherroepelijk opnieuw aan te sluiten maar dat de bepaling geen wettelijke geldigverklaring is van een door de Raad van State vernietigde bepaling want zij valideert niet de administratieve beslissing van het beheerscomité van de R.S.Z.P.P.O. waarin de aansluiting van de verzoekende partij onherroepelijk wordt geacht, maar stelt dat de heraansluiting van rechtswege en onherroepelijk gebeurt en zulks met ingang van 1 januari 1993. Subsidiair is de Ministerraad van mening dat, mocht het Hof van oordeel zijn dat er wettelijke geldigverklaring is, die geldigverklaring uitzonderlijk kan worden verantwoord door overwegingen van algemene aard, wat ten deze het geval is wegens de bijkomende last die de terugtrekking op de andere lokale besturen legt en wegens de financiële moeilijkheden die zij op andere besturen gaat afschuiven, wat noch juridisch noch sociaal aanvaardbaar is.

2.A.3. Als antwoord op het tweede middel herinnert de Ministerraad eraan dat de bepaling niet tot doel heeft het arrest van de Raad van State van 7 april 1992 schaarmaat te zetten en hij is de mening toegedaan dat de bepaling niet discriminerend is in zoverre zij slechts één persoon zou beogen omdat uit de feiten blijkt dat de I.O.S. van Charleroi de enige is die aan de objectieve en vastgestelde criteria beantwoordt, zodat het in het leven geroepen onderscheid niet willekeurig is. De bepaling is er trouwens op gericht een einde te maken aan de tijdelijke afwijking en aan het onherroepbaar karakter van de aansluiting die de I.O.S. genoten heeft. De Ministerraad voegt eraan toe dat hoewel de wettelijke en verordenende handelingen doorgaans worden gekenmerkt door een algemeen en permanent karakter, de wetgever ertoe kan worden gebracht situaties te regelen die slechts op een beperkte groep van personen of zelfs op één enkele persoon betrekking hebben.

2.A.4. Als antwoord op het derde middel betoogt de Ministerraad in de eerste plaats dat aangaande het niet plaatsvinden van onderhandelingen in het Sectorcomité het Hof niet bevoegd is om een dergelijk vormgebrek te beoordelen, aangezien dat vormvoorschrift geen deel uitmaakt van die welke zijn bedoeld in artikel 124bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Voor het overige is de Ministerraad van mening dat die formaliteit ten deze niet is voorgeschreven omdat de aangevochten bepaling niet kan worden beschouwd als een grondregeling inzake pensioenen, in zoverre zij geen betrekking heeft op een van de bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1985 beoogde punten, maar uitsluitend op de wijze van financiering van de pensioenen. De Ministerraad voegt er ook aan toe dat uit artikel 156 van de nieuwe gemeentewet blijkt dat er inzake pensioenen geen enkel verschil in behandeling bestaat tussen de personeelsleden van een lokaal bestuur dat niet bij de R.S.Z.P.P.O. is aangesloten en de personeelsleden van een aangesloten bestuur.

In de tweede plaats betoogt de Ministerraad dat, met betrekking tot het bestaan van een eventuele discriminatie, het niet naleven van een vormvoorschrift in geen geval een schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet inhoudt omdat het feit dat een vormvoorschrift niet is vervuld, geen weerslag heeft op het bestaan van de discriminatie.

2.A.5. Als antwoord op het vierde middel verklaart de Ministerraad dat eerst de draagwijdte van de bepaling moet worden afgebakend: die bepaling heeft enkel betrekking op de aangelegenheid van de pensioenen. In dat licht moet de bevoegdheid van de wetgever worden beoordeeld. De aangelegenheid van de pensioenen maakt deel

uit van de sociale zekerheid en valt onder de bevoegdheid van de nationale overheid overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, 12° van de wet van 8 augustus 1980. Overigens blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 augustus 1988 dat alles wat betrekking heeft op de organisatie van de gemeente, tot de bevoegdheid van de nationale wetgever blijft behoren, evenals de organieke wetten op de ondergeschikte besturen. Nu wijziging artikel 74 van de aangevochten wet artikel 161, derde lid, van de nieuwe gemeentewet, die de organieke basiswet voor de lokale besturen is en dus onder de bevoegdheid van de nationale wetgever valt.

Vervolgens herinnert de Ministerraad aan arrest nr. 56/92 van het Hof betreffende de bevoegdheid inzake de verenigingen van gemeenten en aan arrest nr. 31/91 betreffende de brigadecommissarissen. Na de uiteenzetting van die arresten besluit de Ministerraad dat noch artikel 6, § 1, VIII, 1°, noch artikel 6, § 1, VIII, 3°, kunnen leiden tot de conclusie dat de nationale wetgever de bevoegdheidsverdelende regels zou hebben geschonden door een bepaling van de nieuwe gemeentewet betreffende de pensioenen aan te nemen, bevoegdheid die hem uitdrukkelijk is toegekend in het kader van de sociale zekerheid.

3.A.1. In haar memorie van antwoord maakt de verzoekende partij drie opmerkingen over het eerste middel. Zij is in de eerste plaats van mening dat het verwonderlijk is dat de Ministerraad oordeelt dat de uittreding van één enkel lokaal bestuur op zich het financieel evenwicht van een geheel stelsel dat op nationaal niveau is opgevat, in gevaar zou brengen. Na een uiteenzetting aan de hand van cijfers besluit zij dat de Ministerraad uitgaat van volkomen onjuiste stellingen, zowel wat het aantal op rust gestelde personeelsleden betreft als ten aanzien van het percentage van de last van het rustpensioen dat overeenstemt met het door de Staat gedragen aandeel en dat hij er derhalve toe wordt gebracht een verkeerde berekening te maken van de globale last van het aandeel van de pensioenen dat door het gemeenschappelijk stelsel zal moeten worden gedragen.

De verzoekende partij betoogt vervolgens dat de Ministerraad zich niet de bevoegdheid mag toeëigenen om de wet te interpreteren, zeker niet in deze zaak, aangezien, enerzijds, artikel 8 van de programmawet van 6 juli 1989 geenszins duidelijk het beginsel heeft geformuleerd volgens hetwelk een intercommunale onherroepelijk en van rechtswege voor het pensioenstelsel bij de R.S.Z.P.P.O. zou worden aangesloten en, anderzijds, die interpretatie juist door de Raad van State is verworpen in zijn arrest van 7 april 1992.

Tot slot doet de verzoekende partij gelden dat de beslissing tot uittreding *in tempore non suspecto* is genomen overeenkomstig de mogelijkheid die onder de oorspronkelijke wetgeving van 25 april 1933 bestond en die de verplichte aansluiting slechts oplegde aan de lokale besturen die niet rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling het pensioen van hun personeel op zich nemen.

De verzoekende partij is overigens van mening dat het in aanmerking genomen criterium niet als objectief kan worden beschouwd, gegeven het feit dat slechts één intercommunale zich in die situatie bevindt en dat het criterium bijgevolg slechts één enkel rechtssubject beoogt, namelijk de I.O.S.

De verzoekende partij meent de door de Ministerraad geuite beschouwingen over haar financiële toestand te moeten weerleggen. Zij is van mening dat met een bijdragetarief van 12,5 % alle toelaatbare diensten van vóór 1 januari 1993 kunnen worden gedekt, met inbegrip van de toelaatbare diensten die zijn gepresteerd vóór de datum van aansluiting van de I.O.S. bij de Omslagkas voor de gemeentelijke pensioenen, namelijk 26 augustus 1974.

Als het tarief van de bijdrage aan de R.S.Z.P.P.O. voor het jaar 1993 op 26,07 % zou moeten worden gebracht, dan is dat volgens de verzoekende partij niet om het evenwicht tussen de ontvangen bijdragen en de betaalde pensioenen te verzekeren maar om de in een omslagstelsel tot stand gebrachte overschotten nog meer en op een aanzienlijke wijze te verhogen. De verzoekende partij betoogt dat voor de jaren 1990 en 1991, gesteld dat de I.O.S. als aangesloten was beschouwd, het overschot van de ontvangsten op de uitgaven in het pensioenstelsel van de gemeenschappelijke sector 846.999.030 frank zou bedragen en dat zonder de geraamde bijdrageontvangsten afkomstig van de I.O.S. de bonus nog 497.138.444 frank bedraagt.

Wat de onmogelijkheid betreft van de ambtshalve aansluiting van lokale besturen die vroeger niet bij de R.S.Z.P.P.O. waren aangesloten aangezien zij rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van hun personeel op zich namen, doet de verzoekende partij overigens gelden dat de I.O.S. evenmin als die andere lokale besturen op 1 januari 1993 bij het gemeenschappelijk stelsel aangesloten was en dat de intercommunale die tot die datum nooit bij de R.S.Z.P.P.O. aangesloten was, door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van haar personeelsleden op zich nam. Zij acht zich dus in een zelfde situatie als die lokale besturen.

Overigens beweert de verzoekende partij verrast te zijn door de ten aanzien van de aangesloten ziekenhuisintercommunales aangevoerde discriminatie, nu het juist die met haarzelf vergelijkbare ziekenhuisintercommunales zijn die niet bij de R.S.Z.P.P.O. zijn aangesloten.

Tot slot stelt de verzoekende partij dat de Ministerraad vergeten is te wijzen op een feitelijk element van essentieel belang : sedert 1982 is geen enkel personeelslid van de I.O.S. nog onder het statutair stelsel aangeworven, zodat naarmate de jaren voorbijgaan en personeelsleden worden vervangen, steeds minder bijdragen zullen kunnen worden ingehouden op het loon van de statutaire personeelsleden. Daaruit vloeit voort dat die omstandigheid op zich alleen al de niet-aansluiting van de I.O.S. rechtvaardigt, aangezien, naarmate de jaren voorbijgaan, de verhouding tussen de ontvangen bijdragen en de betaalde pensioenen voor het gemeenschappelijk stelsel steeds nadeliger zal worden.

Aangaande het tweede onderdeel van het eerste middel meent de verzoekende partij in de eerste plaats dat de twee types van vergelijkbare situaties, namelijk die welke zijn beoogd in artikel 74 en die welke zijn beoogd in artikel 75, volkomen gelijklopend zijn aangezien in beide artikelen middelen zijn aangewend die in overeenstemming zijn met het recht dat tot uittreding leidt. De verzoekende partij meent ook dat de twee situaties objectief soortgelijk zijn vermits in beide gevallen de pensioenen van de overgehevelde personeelsleden ten laste van het gemeenschappelijk stelsel blijven voor de periode voorafgaand aan die overheveling, zonder dat thans nog bijdragen worden betaald. De verzoekende partij voegt eraan toe dat de gelijkheid van de twee situaties nog veel duidelijker is in het licht van het door de nieuwe wetgeving nagestreefde doel, namelijk de instandhouding van het gemeenschappelijk pensioenstelsel verzekeren, aangezien de financiering van de R.S.Z.P.P.O. niet afhankelijk is van het aantal aangesloten instellingen maar van het aantal door die instellingen tewerkgestelde personeelsleden. De verzoekende partij voegt eraan toe dat het criterium dat de wetgever lijkt te hebben geleid in het onderscheid tussen de situaties, bestaat in de wil om enkel aan de verzoekende partij een bijzondere behandeling op te leggen die ongunstiger en nadeliger is, wegens het feit dat zij als enige met succes de jegens haar genomen dwingende maatregelen heeft betwist. Zij meent dat een dergelijk criterium niet wettig, objectief en evenredig met het officieel nagestreefde doel kan worden geacht.

Voorts stelt de verzoekende partij dat het niet juist is te beweren dat artikel 75 enkel betrekking zou hebben op de aangesloten gebleven besturen : de bedoelde intercommunales zijn niet aangesloten. Vervolgens geeft zij cijfers om een vergelijking te maken tussen de twee soorten instellingen. Ook betwist zij de cijfers die de Ministerraad heeft gegeven om uit te maken welk het juridisch stelsel van de I.O.S. zou zijn geweest mochten de bepalingen van artikel 75 op haar van toepassing zijn. Zij betoogt dat de aangevoerde cijfers uit de lucht gegrepen zijn, stelt dan andere cijfers voor en besluit dat de toepassing van de bepalingen van artikel 75 de I.O.S. zou

verplichten vanaf 1993 jaarlijks een som van 148.834.552 frank te betalen, dus minimum 76.423.301 frank minder per jaar dan het bedrag dat krachtens artikel 74 wordt geëist. Zij is van mening dat een dergelijk verschil ten opzichte van het nagestreefde doel niet objectief kan worden verantwoord.

Aangaande het derde onderdeel van het eerste middel houdt de verzoekende partij staande dat artikel 74 wel degelijk tot doel heeft de gevolgen weg te werken van het vernietigingsarrest dat de Raad van State op 7 april 1992 heeft uitgesproken ten aanzien van dezelfde partijen als in deze zaak, met als gevolg dat aan de verzoekende partij die essentiële jurisdictionele waarborg wordt ontnomen. Zij meent dat er voor de wettelijke geldigverklaring in deze zaak geen wettig doel, geen verband van evenredigheid en geen verantwoording op grond van dwingende en ernstige redenen bestaat aangezien het gaat om een individuele wet die enkel de verzoekende partij raakt en waarvan het voorwendsel als zou zij noodzakelijk zijn om het financieel evenwicht van het gemeenschappelijk pensioenstelsel te vrijwaren, denkbeeldig is of op zijn minst sterk overdreven.

3.A.2. Wat het tweede middel betreft betoogt de verzoekende partij in de eerste plaats dat de op haar van toepassing zijnde verschillende behandeling door de tegenpartij wordt verantwoord enkel door het feit dat zij een vroegere beslissing van de overheid, die wat de gevolgen ervan betreft identiek was, in haar voordeel heeft betwist. Zij is van oordeel dat een dergelijke verantwoording moeilijk objectief en redelijk kan worden geacht. Vervolgens wijst zij op het gevaar van willekeurig optreden in geval van niet-naleving van het algemeen en onpersoonlijk karakter van de wetgevende normen door de wetgever. Mochten de sociale verhoudingen worden beheerst door bijzondere regels die op ieder bijzonder geval individueel van toepassing zijn, dan is het praktisch zeker dat aan een zelfde feitelijke situatie verschillende rechtsgevolgen worden verbonden en dat de rechtssubjecten op wie die regels van toepassing zijn ongelijk worden behandeld met schending van artikel 6 van de Grondwet.

De verzoekende partij geeft toe dat het algemeen karakter van de wettelijke norm niet noodzakelijk inhoudt dat de bedoelde personen talrijk zijn, maar, zij voegt eraan toe dat die norm moet kunnen worden toegepast op elke persoon die zich, per definitie, onpersoonlijk in de voorgeschreven situatie zou bevinden.

De kritiek op de bestreden wet is dus niet dat zij toevallig op slechts één persoon van toepassing is, maar wel dat zij met opzet voor één enkele persoon en één enkele rechtssituatie is gemaakt.

3.A.3. Ten aanzien van het derde middel stelt de verzoekende partij dat het er niet om gaat een vormgebrek door het Hof te doen veroordelen, maar wel een discriminatie onder de personeelsleden van de verschillende instellingen bij de toepassing van het vakbondsstatuut vast te stellen.

Overigens betoogt de verzoekende partij dat, zelfs al lijkt de wet vóór alles betrekking te hebben op de wijze van financiering van de pensioenen, zij niettemin tot gevolg heeft dat de concrete voordelen die op een volkomen wettige manier aan de personeelsleden van de verzoekende partij door de overeenkomst met O.M.O.B. worden geboden, teniet worden gedaan. Daaruit volgt derhalve dat de wet op zich een verschil in behandeling inhoudt onder de personeelsleden van de intercommunales wat de toepassing van het vakbondsstatuut betreft, verschil dat niet berust op enig criterium van onderscheid dat objectief en redelijk kan worden verantwoord.

Tot slot is de verzoekende partij van mening dat het onjuist is te beweren dat inzake pensioenen geen enkel verschil in behandeling bestaat wat de personeelsleden betreft van de besturen die al dan niet bij de R.S.Z.P.P.O. zijn aangesloten. Voorts vermeldt zij de voordelen die zij kan verzekeren naast de betaling van het minimumpensioen aan haar statutaire en contractuele personeelsleden.

De verzoekende partij besluit daaruit dat, zonder enige onderhandeling met de representatieve werknemersorganisaties, de grondregeling betreffende het pensioenstelsel van de personeelsleden van de I.O.S. gewijzigd is terwijl alle personeelsleden van de openbare besturen nochtans over het recht op onderhandeling over de grondregeling inzake pensioenen beschikken. Zij is van mening dat het feit dat zulke onderhandelingen niet hebben plaatsgehad, een weerslag heeft op het bestaan van de beweerde discriminatie.

3.A.4. Ten aanzien van het vierde middel herinnert de verzoekende partij eraan dat artikel 74 enkel betrekking heeft op één welbepaalde intercommunale en derhalve van die aard is dat het de werking van die intercommunale grondig verstoort; daaruit volgt dat het werkelijke doel van die bepaling betrekking heeft op de werkwijze van een intercommunale. Overigens voegt zij eraan toe dat, aangezien het deficit van de ziekenhuisintercommunales ten laste van de gemeenten valt, die wetgeving onvermijdelijk ook een weerslag zal hebben op de financiering van de gemeenten.

— B —

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het eerste middel

B.1. Het tweede onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

B.2. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld met inachtneming van het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel en van de aard van de terzake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.3. Krachtens het aangevochten artikel 74 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen worden de met het beheer van ziekenhuizen belaste intercommunales die op 31 december 1988 bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen waren aangesloten en die ten gevolge van een vóór 31 december 1987 bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ingediende betwisting op 31 december 1992 niet meer bij die dienst waren aangesloten, « van rechtswege en onherroepelijk » opnieuw bij die dienst aangesloten met ingang van 1 januari 1993. De aangevochten bepaling roept aldus een verschil in behandeling in het leven tussen :

— enerzijds, de in artikel 75 van de wet van 30 december 1992 bedoelde ziekenhuisintercommunales die personeel tewerkstellen dat van de O.C.M.W.-ziekenhuizen is overgeheveld en die niet deelnemen aan het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale besturen, personeel dat niettemin bij het gemeenschappelijk stelsel was aangesloten toen het bij het O.C.M.W. was tewerkgesteld,

en

— anderzijds, de in artikel 74 bedoelde ziekenhuisintercommunales - in feite gaat het enkel om de I.O.S. -, die personeel hebben tewerkgesteld waarvan de pensioenen, voor sommige jaren, evenzeer ten laste komen van de R.S.Z.P.P.O. krachtens hun vroegere aansluiting bij die instelling.

B.4. Alle in de artikelen 74 en 75 bedoelde intercommunales bevonden zich op 31 december 1992 in een identieke situatie doordat hun personeelsleden, voor een gedeelte van hun loopbaan, bij het gemeenschappelijk pensioenstelsel waren aangesloten.

Met het oog op de vrijwaring van het financieel evenwicht van het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale besturen, kan de wetgever op wettige wijze rekening houden met de objectief verschillende situatie van de intercommunales die gedurende een bepaalde periode bij dat stelsel waren aangesloten en ten aanzien van hen bijzondere maatregelen nemen wat de financiële bijdrage betreft.

B.5. De heraanluiting, « van rechtswege » en onherroepelijk, van één enkele categorie van de beoogde intercommunales - in feite enkel van de I.O.S. - is evenwel een maatregel die als onevenredig moet worden beschouwd met het door de wetgever nagestreefde doel. Die onevenredigheid vloeit voort uit een vergelijking tussen de bij artikel 74 van de wet voorgeschreven behandeling en de minder dwingende behandeling die is voorgeschreven bij artikel 75, dat voor andere lokale besturen, die als gevolg van een herstructurering of een afschaffing personeel overhevelen dat vroeger bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten was aangesloten, voorziet in de verplichting in een zekere mate bij te dragen in de last van de rust- of overlevingspensioenen.

B.6. Het tweede onderdeel van het eerste middel is gegrond.

Ten aanzien van de andere middelen

B.7. De andere middelen dienen niet te worden onderzocht aangezien zij niet tot een ruimere vernietiging aanleiding kunnen geven.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 74 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 1 juli 1993.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 93 — 1713

[C — 21239]

Urteil nr. 54/93 vom 1. Juli 1993

Geschäftsverzeichnisnr. 528

In Sachen: Klage auf Nichtigklärung von Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, erhoben von der « Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi » (I.O.S.) am 18. Februar 1993.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden F. Debaedts und M. Melchior, und den Richtern L. De Grève, L.P. Suetens, H. Boel, L. François und J. Delruelle, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit einer Klageschrift, die mit einem am 18. Februar 1993 bei der Post aufgegebenen* Einschreibebrief zugesandt wurde und am 19. Februar 1993 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Intercommunale d'œuvres sociales pour la région de Charleroi », abgekürzt I.O.S., Interkommunale in der Rechtsform einer Genossenschaft, Klage auf Nichtigklärung von Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, das am 6. Januar 1993 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde.

Mit einer beigelegten Klageschrift beantragte die Klägerin ebenfalls die einstweilige Aufhebung dieser Bestimmung. Durch Urteil vom 1. April 1993 hat der Hof Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 einstweilig aufgehoben.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 19. Februar 1993 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes wurde die Klage mit am 4. März 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Empfängern am 5. und am 8. März 1993 übergeben wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. März 1993.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, dessen Kabinett sich in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, befindet, hat mit am 19. April 1993 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurde eine Abschrift dieses Schriftsatzes mit am 23. April 1993 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief, der dem Empfänger am 26. April 1993 überreicht wurde, notifiziert.

Die Klägerin hat mit am 26. Mai 1993 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwiderrungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1993 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 17. Juni 1993 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien zugestellt und ihnen sowie ihren Rechtsanwälten wurde der Sitzungstermin mit am 28. Mai 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen mitgeteilt, die den jeweiligen Empfängern am 1., 2. und 7. Juni 1993 überreicht wurden.

Auf der Sitzung vom 17. Juni 1993

— erschienen

— RA J. Bourtembourg und RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, für die Klägerin I.O.S.,

— RA L. Van Helshoecht, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die Richter J. Delruelle und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte J. Bourtembourg und L. Van Helshoecht angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung**Bezüglich der angefochtenen Bestimmung**

1. Die klagende Genossenschaft, die am 31. Juli 1937 gegründet wurde, bezweckt « die Schaffung und den Betrieb von Einrichtungen und Dienststellen im medizinischen und/oder sozialen Bereich ». Sie ist eine interkommunale Vereinigung.

In Anwendung von Artikel 11 des Gesetzes vom 25. April 1933 bezüglich der Renten des Gemeindepersonals befinden sich die Bediensteten der Gemeindevereinigungen hinsichtlich ihrer Rente in der gleichen Lage wie die Bediensteten der Gemeinden.

Am 22. April 1974 hat der Verwaltungsrat der Klägerin beschlossen, im Hinblick auf die Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 25. April 1933 nunmehr der Umlegungskasse für Gemeinderenten beizutreten.

Infolge des Gesetzes vom 1. August 1985 und des königlichen Erlasses vom 15. Juli 1986 ist fortan das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden mit der Einziehung und Eintreibung der Sozialversicherungsbeiträge und seit dem 1. Januar 1987 mit der Einziehung der Rentenversicherungsbeiträge beauftragt.

2. Der königliche Erlaß Nr. 491 vom 31. Dezember 1986 bestimmt, daß die Gemeinden, die weder unmittelbar noch durch die Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für die Renten ihres Personals sowie für die Witwen- und Waisenrenten aufkommen, hinsichtlich der Rentenversicherung dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen werden.

Am 29. Januar 1987 beschloß der Verwaltungsrat der Klägerin, unmittelbar oder durch Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung ab dem 1. Januar 1987 für den Anteil der künftigen Renten ihres fest angestellten Personals aufzukommen.

3. Anschließend fügt der königliche Erlaß Nr. 520 vom 31. März 1987 in Artikel 3 des Gesetzes vom 25. April 1933 einen neuen, folgendermaßen lautenden Absatz ein:

« Die Gemeinden, die vorher der Umlegungskasse für Gemeinderenten (...) angeschlossen waren, werden von Amts wegen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden (...) angeschlossen. Dieser Beitritt ist unwiderruflich. »

Über diese Bestimmungen entstand ein Streitfall zwischen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden einerseits und der Klägerin andererseits wegen der Frage, ob letztere angeschlossen ist oder nicht.

4. Artikel 8 des Programmgesetzes vom 6. Juli 1989 ersetzt Artikel 3 Absätze 1 und 2 des durch den königlichen Erlaß Nr. 491 vom 31. Dezember 1986 und den königlichen Erlaß Nr. 520 vom 31. März 1987 abgeänderten Gesetzes vom 25. April 1933. Diese Bestimmung lautet folgendermaßen:

« Die Gemeinden, die vorher der Umlegungskasse für Gemeinderenten angeschlossen waren, auf die sich Artikel 4 dieses Gesetzes vor seiner Aufhebung durch den königlichen Erlaß Nr. 491 vom 31. Dezember 1986 bezog, werden von Rechts wegen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden (...) angeschlossen.

Die Gemeinden, die weder unmittelbar noch durch Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für die Renten ihres Personals und für die Witwen- und Waisenrenten aufkommen, sowie die Provinzen (...) werden hinsichtlich der Rentenversicherung dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen.

Der Beitritt, auf den sich die Absätze 1 und 2 beziehen, ist unwiderruflich, wenn er nicht vor dem 31. Dezember 1987 von mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen beim Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden bestritten wird. In diesem Fall ist er ab dem 1. Januar 1990 unwiderruflich. »

Diese Bestimmung ist am 1. Januar 1987 in Kraft getreten.

5. Mit dem Streitfall zwischen der Klägerin und dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden wurde der Staatsrat befaßt, der am 7. April 1992 das Urteil Nr. 39.177 verkündete. Der Staatsrat hat die Entscheidung des Verwaltungsausschusses des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, der davon ausging, daß die Genossenschaft « Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi » ab dem 1. Januar 1990 unwiderruflich der gemeinsamen Rentenregelung angeschlossen sei, für nichtig erklärt. In seinem Urteil geht der Staatsrat von folgenden Erwägungen aus:

« In der Erwägung, daß die Klägerin am 29. Januar 1987 beschlossen hat, unmittelbar oder durch Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für den Anteil der Renten ihres Personals aufzukommen; daß sie am 11. Mai 1987 Einspruch gegen eine Aufforderung des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, eine Erklärung auszufüllen, erhoben hat, wobei besagte Aufforderung von der Voraussetzung ausging, daß sie angeschlossen sei; daß somit in Anbetracht des vor dem 31. Dezember 1987 erfolgten Abschlusses der Beitritt der Klägerin zum Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden widerruflich war; daß er bereits am 29. Januar 1987 widerrufen worden war und am 1. Januar 1990 also nicht mehr existierte; daß am 1. Januar 1990 kein Beitritt mehr unwiderruflich werden konnte; daß für die Anwendung von Artikel 3 *in fine* des Gesetzes vom 25. April 1933 in der durch Artikel 8 des Programmgesetzes vom 6. Juli 1989 abgeänderten Fassung, vor der Einfügung in Artikel 161 des neuen Gemeindegesetzes, davon auszugehen ist, daß der 'Fall', in dem eine Entscheidung ab dem 1. Januar 1990 unwiderruflich ist, derjenige ist, in dem nach Anfechtung der Entscheidung diese Streitsache in dem Sinne entschieden worden ist, daß die sich beschwerende Behörde angeschlossen ist;

In der Erwägung, daß dieser Fall nicht auf die Klägerin zutrifft, da die am 11. Mai 1987 eingeleitete Streitsache niemals beigelegt worden ist, und daß ihr Beitritt nicht für unwiderruflich gehalten werden konnte; daß die Gegenpartei nach dem am 29. Januar 1987 erfolgten Widerruf am 23. März 1990 nicht behaupten konnte, daß die Klägerin bei ihr angeschlossen sei; daß der Klagegrund begründet ist. »

6. Daraufhin erging die angefochtene Bestimmung, d.h. Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen, der besagt, daß Artikel 161 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes in der durch den königlichen Erlaß vom 8. März 1990 abgeänderten Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt wird:

« Der Beitritt, auf den sich die Absätze 1 und 2 beziehen, ist unwiderruflich. Die mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen, die am 31. Dezember 1986 der Umlegungskasse für Gemeinderenten angeschlossen waren und infolge einer vor dem 31. Dezember 1987 beim Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden eingeleiteten Streitsache dem besagten Landesamt am 31. Dezember 1992 nicht mehr angeschlossen sind, werden diesem Landesamt ab dem 1. Januar 1993 von Rechts wegen und unwiderruflich erneut angeschlossen. »

— 4 —

Bezüglich der Argumente der Parteien

1.A.1. In ihrer Klageschrift bringt die Klägerin vier Klagegründe vor.

1.A.2. Der erste Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung aus. Er umfaßt drei Teile.

Im ersten Teil vertritt die Klägerin die Ansicht, daß « die Bestimmung einen diskriminierenden Behandlungsunterschied unter den mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen, die vor dem Inkrafttreten im Hinblick auf die Regelung der Renten ihrer Bediensteten nicht dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen waren, herbeiführt, und zwar zwischen:

- einerseits den Krankenhausinterkommunalen, die niemals dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen waren und denen es weiterhin freisteht, ihm beizutreten oder nicht,
- und andererseits denjenigen, die — wie die Klägerin — früher zwar angeschlossen waren, jetzt aber nicht mehr, und für die — und nur für sie — der automatische und unwiderrufliche erneute Beitritt am 1. Januar 1993 vorgeschrieben ist ».

Im zweiten Teil vertritt die Klägerin die Meinung, daß « die Bestimmung einen diskriminierenden Behandlungsunterschied einführt, insbesondere unter den Krankenhausinterkommunalen, auf die sich die neuen Bestimmungen des Gesetzes beziehen, und zwar zwischen:

- einerseits den Krankenhausinterkommunalen im Sinne von Artikel 75, die mit Personalangehörigen gebildet worden sind, welche von den ÖSHZ-Krankenhäusern stammen und nicht an der gemeinsamen Rentenregelung der Ortsbehörden beteiligt sind, wobei diese Personalangehörigen allerdings der gemeinsamen Regelung angeschlossen waren, als sie zum ÖSHZ gehörten,
- und andererseits den Krankenhausinterkommunalen im Sinne von Artikel 74, die — wie die Klägerin — vorher ebenfalls Personalangehörige beschäftigt haben, deren Renten für die vorherigen Jahre aufgrund ihrer früheren Regelung vom Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden getragen wurden ».

Nur letzteren werde ein erneuter Beitritt aufgezwungen, während das Gesetz sich für die ersteren, die sich in einer ähnlichen Lage befänden, darauf beschränke, einen von der Rentenverwaltung jährlich festzusetzenden « Beitrag zu Lasten der Renten der Personalangehörigen der umstrukturierten oder abgeschafften Ortsbehörde, die vor der Umstrukturierung oder Abschaffung in dieser Eigenschaft in den Ruhestand versetzt worden sind » vorzuschreiben.

Im dritten Teil bringt die Klägerin vor: « Die Bestimmung schafft einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen den mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen, indem die Klägerin von Amts wegen und unwiderruflich dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen wird, und zwar deshalb, weil es die Absicht der Verfasser des Programmggesetzes vom 6. Juli 1989 gewesen war, den Streitigkeiten ein Ende zu setzen, indem der Beitritt der Krankenhäuser unwiderruflich gemacht wird ».

Die Klägerin meint, daß dieser Grund nicht als objektiv und rechtmäßig betrachtet werden könne, nicht nur weil das Programmggesetz vom 6. Juli 1989 niemals ein solches Prinzip auf derart deutliche Weise verkündet habe, sondern vor allem weil ein rechtskräftiges Urteil des Staatsrates genau das Gegenteil besage. Die Klägerin meint also, daß es sich dabei um eine Form der Wirksamklärung durch Gesetz handle, die darauf abziele, eine richterliche Entscheidung zu vereiteln, was eine Diskriminierung darstelle, die der Klägerin eine wesentliche richterliche Garantie entziehe.

1.A.3. Der zweite Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung aus.

Die Klägerin macht geltend, daß die Bestimmung « nur ihr gegenüber einen diskriminierenden Behandlungsunterschied ins Leben ruft, weil diese Bestimmung — wie aus den Vorarbeiten ersichtlich — in Wirklichkeit, im Gegensatz zum allgemeinen Charakter, den man *per definitionem* von allen Gesetzgebungsakten erwarten soll, ein 'individuelles' Gesetz darstellt, von dem nur eine einzige Rechtsperson — die I.O.S. — betroffen ist und dessen einziger Zweck darin besteht, eine rechtskräftig gewordene richterliche Entscheidung zu vereiteln ».

1.A.4. Der dritte Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 6 und 6bis der Verfassung aus.

Die Klägerin vertritt die Ansicht, daß die Bestimmung « bei der Anwendung des gewerkschaftlichen Statuts einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen den Bediensteten der verschiedenen Krankenhausinterkommunalen ins Leben ruft, soweit sie in die Rentenregelung eingreift und somit eine Grundregelung im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten dieser Behörden betrifft, ohne daß sie aber dem Sektorausschuß zur Verhandlung vorgelegt worden ist ».

Die Klägerin behauptet, die Bediensteten würden somit anders behandelt als die Bediensteten der übrigen Krankenhausinterkommunalen und der übrigen öffentlichen Krankenhäuser, die nicht dazu gezwungen seien, dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden beizutreten.

1.A.5. Schließlich geht der vierte Klagegrund von einer Verletzung der kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, insbesondere des Artikels 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aus. Dieser Klagegrund enthält zwei Teile.

Im ersten Teil vertritt die Klägerin die Auffassung, daß die Bestimmung « über die Rentenregelung im engen Sinne hinaus den Betrieb der Interkommunalen beeinträchtigt, indem diese durch Sozialbeiträge wegen des obligatorischen und unwiderruflichen Beitritts zu Mehrausgaben gezwungen werden, die geeignet sind, die Arbeitsweise der Krankenhausinterkommunalen erheblich zu stören », während die Arbeitsweise der Vereinigungen von Gemeinden sowie die Anwendung der organisierenden Gesetze über diese Vereinigungen zum ausschließlichen Kompetenzbereich der Regionen gehören.

Im zweiten Teil behauptet die Klägerin, daß die « durch die Bestimmung eingeführte Pflichtausgabe im allgemeineren Sinne geeignet ist, bei allen betroffenen Krankenhäusern ein Defizit herbeizuführen, das von den Gemeinden und letzten Endes vom Gemeindefonds getragen werden muß, dessen Arbeitsweise ebenfalls gestört zu werden droht », während für die Finanzierung der von den Gemeinden zu erfüllenden Aufgaben ausschließlich die Regionen zuständig seien.

2.A.1. In seinem Schriftsatz vermittelt der Ministerrat zunächst einen Überblick über die Finanzierung der gemeinsamen Rentenregelung der Ortsbehörden, wobei er das System der Verteilung und der Solidarität hervorhebt. Dieses System setze den erneuten Beitritt der I.O.S. voraus.

2.A.2. Der Ministerrat weist den ersten Teil des ersten Klagegrundes zurück und führt an, daß die Unterscheidung zwischen der I.O.S. und den mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen, die hinsichtlich der Renten nie dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen waren, auf einem objektiven Kriterium beruhe, nämlich daß an einem bestimmten Datum eine Mitgliedschaft bestehe, während sie an einem bestimmten anderen Datum nicht mehr bestehe.

Der Ministerrat ist der Auffassung, daß der Hof zur Beurteilung der Frage, ob eine Diskriminierung besteht, eine Reihe von Elementen berücksichtigen müsse, die er erläutert. Zunächst das Ziel: Dieses Ziel bestehe darin, ausdrücklich die Absicht des Gesetzgebers, die der Ausarbeitung von Artikel 8 des Programmggesetzes vom 6. Juli 1989 zugrunde gelegen habe, zu bestätigen, indem er unzweifelhaft den Beitritt der fraglichen Interkommunalen zum Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden bekräftige, wobei ein erneuter

Beitritt zu einem anderen Datum erfolge, und dies zum Schutz des finanziellen Gleichgewichts der gemeinsamen Rentenregelung der Ortsbehörden. Als zweites Element führt der Ministerrat die Notwendigkeit des Eingreifens des Gesetzgebers an, denn er ist der Meinung, daß ein erneuter Beitritt der I.O.S. angesichts des angestrebten Ziels die einzig mögliche Lösung darstelle.

Nach Darstellung des Ministerrates wäre es sowohl in politischer als auch in finanzieller Hinsicht weder vernünftig noch gerecht gewesen, die Dinge in dem Zustand zu belassen, der sich aus dem Urteil des Staatsrates ergeben hatte. Mit Hilfe von Zahlenangaben und Tabellen versucht der Ministerrat zu beweisen, daß die Entwicklung der Rentenbelastung in den kommenden Jahren eine gesetzgeberische Initiative unumgänglich mache, damit diese Belastung nicht auf alle anderen Behörden, die der gemeinsamen Regelung angeschlossen blieben, abgewälzt wurde und schließlich zu einer Gefährdung des finanziellen Gleichgewichtes dieser Regelung führe.

Der Ministerrat äußert anschließend einige Anmerkungen zur Finanzlage der Klägerin. Er führt an, die Klägerin habe bei der S.M.A.P. ein vorteilhafteres System erhalten können, weil ein wesentlicher Teil der Rentenlast, nämlich die Renten, die vor dem 1. Januar 1987 begonnen haben, sowie der Anteil bezüglich der vor dem 1. Januar 1987 geleisteten Dienstjahre an den Renten, die nach diesem Datum begonnen haben, der gemeinsamen Regelung überlassen bleibe. Hätten diese Ausgaben in den an die S.M.A.P. zu zahlenden Beitragssatz einbezogen werden müssen, so wäre dieser Satz wesentlich höher gewesen.

Der Ministerrat erläutert sodann die Tragweite des Artikels 74. Aus dieser Bestimmung ergebe sich, daß die Renten der ab dem Datum des erneuten Beitritts in den Ruhestand getretenen Personalmitglieder von der Rentenverwaltung gewährt würden und daß diese Ausgaben zu Lasten der gemeinsamen Regelung fielen. Für einen Anteil der Rente, der sich auf die Zeitspanne, in der sie nicht angeschlossen war, bezieht, werde jedoch die Interkommunale aufkommen müssen.

Der Ministerrat ist anschließend der Meinung, daß es keine Diskriminierung gebe, weil, da die angefochtene Bestimmung einen erneuten Beitritt bezwecke, eine solche Bestimmung nur auf Institutionen habe angewandt werden können, die vorher der Umlegungskasse oder dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen waren. Artikel 75 des Programmggesetzes betreffe seinerseits nur Behörden, die angeschlossen geblieben sind, und könne folglich nicht auf die I.O.S. angewandt werden.

Nach Darstellung des Ministerrates hatte der Gesetzgeber angesichts des im Rahmen eines erneuten Beitritts verfolgten Zieles keine andere Möglichkeit als die von ihm beschlossene Lösung, um das gleiche Ergebnis zu erreichen, so daß diese am besten dem angestrebten Ziel entspricht und somit im angemessenen Verhältnis dazu steht.

Schließlich äußert der Ministerrat einige Anmerkungen zur Verhältnismäßigkeit. Er ist der Meinung, daß man die hier bestehenden Interessen vergleichen müsse, nämlich einerseits ein privates Interesse und andererseits ein kollektives Interesse, die Wahrung des finanziellen Gleichgewichts der gemeinsamen Regelung in Verbindung mit dem unwiderruflichen Charakter des Beitritts. Er ficht die Darlegung der Argumente durch die I.O.S. an, wenn sie der Meinung ist, ihr Beitrag zur gemeinsamen Regelung während der Dauer ihrer Mitgliedschaft stehe nicht im Verhältnis zu den während der betreffenden Dauer erhaltenen Vorteilen; er meint nämlich, ein solcher Vergleich sei unerheblich, da es sich um eine Solidaritätsregelung handle und folglich ein solcher Vergleich - falls er angestellt werden sollte - nur sehr langfristig vorgenommen werden könne.

In seiner Antwort auf den zweiten Teil des ersten Klagegrundes führt der Ministerrat an, daß zwischen den durch die Artikel 74 und 75 des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1992 geregelten Situationen ein grundlegender rechtlicher Unterschied bestehe. Artikel 74 beziehe sich auf eine Situation, in der ein und dieselbe juristische Person ihren Beitritt anficht, während Artikel 75 sich auf Einrichtungen beziehe, die weiterhin angeschlossen bleiben, aber einen Teil ihres Personals auf andere, nicht angeschlossene Einrichtungen übertragen. Der Ministerrat fügt hinzu, der allgemeine Kontext der beiden Bestimmungen sei unterschiedlich. Dieser Unterschied ergebe sich aus fünf Elementen: Artikel 75 richte sich an Einrichtungen, die seit langem der gemeinsamen Regelung beigetreten sind und sich folglich seit vielen Jahren an der Finanzierung der gemeinsamen Regelung beteiligt haben; der zeitweilige Austritt der I.O.S. habe es dieser Einrichtung bereits ermöglicht, ihre Rentenbelastung auf später zu verschieben, was nicht der Fall sei bei den Einrichtungen, auf die sich Artikel 75 bezieht; die Lohnmasse, um die es in dem einen und in dem anderen Fall geht, sei völlig unterschiedlich, so daß der Schaden, den die gemeinsame Regelung infolge des Ausbleibens der Beiträge erleide, im Falle der I.O.S. wesentlich höher sei; die Einrichtungen, die nur einen Teil ihrer Personalmitglieder übertragen haben, für den anderen Teil aber angeschlossen bleiben, hätten die Last der Erhöhung des Beitragssatzes, die sich aus der Verringerung der Anzahl beitragszahlender Bediensteter ergebe, mitgetragen und würden sie weiter mittragen; die erwähnten Auswirkungen, die sich mit der Zeit anhäufen würden, bezögen sich für die in Artikel 75 vorgesehenen Einrichtungen auf kürzere Zeitspannen.

Der Ministerrat nimmt anschließend einen Vergleich der Auswirkungen von Artikel 74 und 75 vor. Er räumt ein, daß Artikel 75 andere Folgen gehabt hätte als Artikel 74, ist jedoch der Meinung, daß mit Artikel 75 nicht das angestrebte Ziel, nämlich die Unwiderruflichkeit des Beitritts der I.O.S. zu bestätigen, erreicht werden könne. Er fügt anschließend hinzu, Artikel 75 sei verfaßt worden, um den Fall der während einer langen Zeit angeschlossenen Einrichtungen zu regeln, was dazu geführt habe, daß ein Teil der diesen Einrichtungen für bestimmte Abteilungen auferlegten Rentenlast lange Zeitspannen mit den sich daraus ergebenden finanziellen Auswirkungen abdecke. Daraus ergebe sich, daß der Gesetzgeber angesichts der kurzen Zeit der Mitgliedschaft der I.O.S. nie die Absicht gehabt habe, die betreffende Regelung auf diese Einrichtung anzuwenden. Hätte er dies gewollt, so hätte er sicherlich Artikel 75 anders verfaßt und den geforderten Beitrag unter Berücksichtigung der eigenen Merkmale der I.O.S., wie die Zahl der kürzlich endgültig ernannten Personalmitglieder und der Umfang der Lohnmasse, festgesetzt. Der Ministerrat fügt hinzu, diese Lösung sei im übrigen in Artikel 161bis § 1 für die Übertragung von Personalmitgliedern und Umstrukturierungen ab dem 1. Januar 1993 vorgesehen. « Diese Bestimmung wurde nicht mit rückwirkender Kraft versehen, weil die ÖSHZ von Huy und Mons nur schwer zu bestrafen waren, insofern sie eine gesetzgeberische Lücke ausgenutzt hatten. »

Vergleiche man dann die Regelung des Artikels 74 mit der auf diese Weise aufgefaßten Regelung des Artikels 75, so stellt sich heraus, daß die in Artikel 74 vorgesehene Behandlung wesentlich weniger zwingend sei als die in Artikel 75 vorgesehene Behandlung. Wenn man diesen Vergleich zurückweise und sich auf einen Vergleich in Anwendung von Artikel 161bis § 2 begrenze - was nach Meinung des Ministerrates im Widerspruch zum Sinn dieser Bestimmung und zur Absicht des Ministerrates stünde - so betrage der Unterschied zwischen beiden Regelungen mehr oder weniger dreißig Millionen; dies wäre nach Auffassung des Ministerrates nicht unverhältnismäßig viel, umso mehr als der Unterschied künftig wegen der vorhersehbaren Entwicklung der verschiedenen Vergleichselemente geringer werde.

In seiner Antwort auf den dritten Teil hebt der Ministerrat hervor, daß die Bestimmung dazu diene, die Interkommunalen, die ihren Beitritt angefochten haben, ab dem 1. Januar 1990 unwiderruflich wieder anzuschließen, daß die Bestimmung jedoch keine gesetzgeberische Bestätigung einer vom Staatsrat für nichtig erklärten Bestimmung sei, da sie nicht die Verwaltungsentscheidung des Verwaltungsausschusses des Landesamtes der Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, der den Beitritt der Klägerin als unwider-

ruflich betrachtet habe, bestätige, sondern erkläre, daß der erneute Beitritt ab dem 1. Januar 1993 von Rechts wegen und unwiderruflich vorgenommen wird. Subsidiär vertritt der Ministerrat die Auffassung, daß diese Bestätigung sich für den Fall, daß der Hof von einer gesetzgeberischen Bestätigung ausgehen sollte, sich ausnahmsweise durch allgemeine Erwägungen rechtfertigen lassen könne, was in der vorliegenden Sache wegen der zusätzlichen Belastung, die den anderen Ortsbehörden durch den Austritt auferlegt werde, und wegen der finanziellen Schwierigkeiten, die er auf andere Verwaltungen abwälze, was weder rechtlich noch sozial zulässig sei, zutrefte.

2.A.3. In seiner Antwort auf den zweiten Klagegrund erinnert der Ministerrat daran, daß die Bestimmung nicht dazu diene, das Urteil des Staatsrates vom 7. April 1992 zum Scheitern zu bringen, und ist der Meinung, daß die Bestimmung nicht diskriminierend sei, insofern sie sich nur auf eine Person beziehe, denn aus den Fakten ergebe sich, daß die I.O.S. von Charleroi alleine die objektiven und festgesetzten Kriterien erfülle, so daß die Unterscheidung nicht willkürlich sei. Mit der Bestimmung werde im übrigen bezweckt, die zeitweilige Ausnahmeregelung und die Unwiderruflichkeit des Beitritts, in deren Genuß die I.O.S. gelangt ist, zu beenden. Der Ministerrat fügt hinzu, auch wenn die gesetzgeberischen und verordnenden Akte gewöhnlich allgemeiner und dauerhafter Art seien, könne der Gesetzgeber sich dazu veranlaßt sehen, Situationen zu klären, die nur eine begrenzte Personengruppe oder eine Einzelperson betreffen.

2.A.4. In seiner Antwort auf den dritten Klagegrund führt der Ministerrat zunächst in bezug auf das Fehlen einer Verhandlung mit dem Sektorauschuß an, der Schiedshof sei nicht zuständig, über einen solchen Formfehler zu befinden, da diese Formalität nicht zu den Formalitäten gehöre, auf die sich Artikel 124bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bezieht.

Was das Übrige betrifft, ist der Ministerrat der Meinung, daß diese Formalität im vorliegenden Fall nicht vorgeschrieben sei, weil die angefochtene Bestimmung nicht als eine Grundordnung im Bereich der Renten angesehen werden könne, insofern sie keinen der Punkte betreffe, auf die sich Artikel 5 des königlichen Erlasses vom 18. August 1985 bezieht, sondern ausschließlich die Finanzierungsweise der Renten. Ferner fügt der Ministerrat hinzu, aus Artikel 156 des neuen Gemeindegesetzes gehe hervor, daß zwischen den Bediensteten einer nicht dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossenen Ortsverwaltung und den Bediensteten einer angeschlossenen Verwaltung in bezug auf die Renten kein Behandlungsunterschied bestehe.

Der Ministerrat führt an zweiter Stelle an, daß die Nichteinhaltung einer Formalität in bezug auf das Vorhandensein einer etwaigen Diskriminierung keineswegs einen Verstoß gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung darstelle, da die Tatsache, daß eine Formalität nicht eingehalten wurde, keinen Einfluß auf das Vorhandensein der Diskriminierung habe.

2.A.5. In seiner Antwort auf den vierten Klagegrund vertritt der Ministerrat die Meinung, daß zunächst die Tragweite der Bestimmung erläutert werden müsse; diese Bestimmung betreffe ausschließlich den Rentenbereich. Die Zuständigkeit des Gesetzgebers müsse aufgrund dieser Zweckbestimmung beurteilt werden. Der Rentenbereich sei Bestandteil der Sozialversicherung und gehöre gemäß Artikel 6 § 1 VI 12° des Gesetzes vom 8. August 1980 zum Zuständigkeitsbereich der nationalen Obrigkeit. Außerdem gehe aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 8. August 1988 hervor, daß alles, was sich auf die Organisation der Gemeinden bezieht, weiterhin in den Zuständigkeitsbereich des nationalen Gesetzgebers falle, und dies ebenso wie die organisierenden Gesetze der nachgeordneten Behörden. Artikel 74 des angefochtenen Gesetzes ändere Artikel 161 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes ab, das für die Ortsbehörden das grundlegende organisierende Gesetz darstelle und somit zum Zuständigkeitsbereich des nationalen Gesetzgebers gehöre.

Der Ministerrat erinnert anschließend an das Urteil Nr. 56/92 des Schiedshofes über die Zuständigkeit im Bereich der Gemeindevereinigungen und das Urteil Nr. 31/91 über die Brigadenkommissare. Aus der Formulierung dieser Urteile schlußfolgert der Ministerrat, daß weder Artikel 6 § 1 VIII 1° noch Artikel 6 § 1 VIII 3° den Schluß zulasse, der nationale Gesetzgeber habe gegen die Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten verstoßen, indem er eine Bestimmung des neuen Gemeindegesetzes über Renten verabschiedete, da diese Zuständigkeit ihm im Rahmen der sozialen Sicherheit ausdrücklich zugeteilt werde.

3.A.1. In ihrem Erwidierungsschriftsatz äußert die Klägerin drei Anmerkungen zum ersten Klagegrund. Sie ist zunächst der Meinung, es sei erstaunlich, daß der Ministerrat der Auffassung sei, der Austritt einer einzigen Ortsbehörde gefährde alleine das finanzielle Gleichgewicht eines auf nationaler Ebene entwickelten Gesamtsystems. Nach einer Beweisführung anhand von Zahlen gelangt sie zu der Schlußfolgerung, daß der Ministerrat von völlig falschen Voraussetzungen sowohl hinsichtlich der Anzahl der pensionierten Bediensteten als auch hinsichtlich des Prozentsatzes der Last der Altersrente entsprechend den vom Staat übernommenen Anteil ausgehe und daß er folglich zu einer absurden Berechnung der Gesamtlast des von der gemeinsamen Regelung zu übernehmenden Rentenanteils gelange.

Die Klägerin ist anschließend der Auffassung, daß es nicht dem Ministerrat obliege, sich die Befugnis zur Auslegung des Gesetzes anzueignen, zumal im vorliegenden Fall einerseits Artikel 8 des Programmgesetzes vom 6. Juli 1989 keineswegs eindeutig das Prinzip formuliert habe, wonach eine Interkommunale für die Rentenregelung unwiderruflich und von Rechts wegen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossenen werde, und andererseits gerade diese Auslegung vom Staatsrat in seinem Urteil vom 7. April 1992 zurückgewiesen worden sei.

Schließlich führt die Klägerin an, daß die Entscheidung über den Austritt *in tempore non suspecto* gemäß der unter dem Einfluß der ursprünglichen Gesetzgebung vom 25. April 1933 eröffneten Möglichkeit, die den pflichtmäßigen Beitritt nur den Ortsbehörden auferlegte, die weder unmittelbar noch durch die Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für die Renten ihres Personals aufkommen, getroffen worden sei.

Im übrigen ist die Klägerin der Auffassung, das angewandte Kriterium könne nicht als objektiv betrachtet werden, sobald eine einzige Interkommunale sich in dieser Situation befinde, und dieses Kriterium betreffe folglich nur ein einziges Rechtssubjekt, nämlich die I.O.S.

Die Klägerin ist der Meinung, daß sie die Erwägungen des Ministerrates zu ihrer Finanzlage zurückweisen müsse. Die Klägerin meint, daß ein Beitragssatz von 12,5 % die Gesamtheit der vor dem 1. Januar 1993 zulässigen Dienstleistungen, einschließlich der vor dem Datum des Beitritts der I.O.S. zur Umlegungskasse für Gemeinderenten, nämlich dem 26. August 1974, erbrachten zulässigen Dienstleistungen abdecken könne.

Die Klägerin behauptet im übrigen, wenn der Beitragssatz des Landesamtes der Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden für das Jahr 1993 auf 26,07 % angehoben werden müsse, geschehe dies nicht, um das Gleichgewicht zwischen den eingegangenen Beiträgen und den ausgezahlten Renten zu sichern, sondern um die in einer Verteilungsregelung erzielten Überschüsse weiter und in beträchtlichem Maße zu erhöhen. Die Klägerin behauptet, wenn davon auszugehen sei, daß die I.O.S. für die Jahre 1990 und 1991 angeschlossenen war,

hätte der Überschuß der Einnahmen gegenüber den Ausgaben in der Rentenregelung des gemeinsamen Sektors 846.999.030 Franken betragen, und ohne die von der I.O.S. erwarteten Beitragseinnahmen hätte der Überschuß noch 497.138.444 Franken betragen.

Im übrigen führt die Klägerin bezüglich der Unmöglichkeit des Anschlusses der Ortsbehörden, die vorher nicht dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen waren, von Amts wegen, weil sie unmittelbar oder durch die Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für die Renten ihres Personals aufkamen, an, daß die I.O.S. nicht mehr als diese anderen Ortsbehörden am 1. Januar 1993 der gemeinsamen Regelung angeschlossen war und daß die Interkommunale, die bis zu diesem Datum nie dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen war, durch die Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung für die Renten ihrer Personalmitglieder aufkam. Sie ist folglich der Meinung, sie befinde sich in der gleichen Situation wie diese Ortsbehörde.

Die Klägerin führt im übrigen an, daß die angebliche Diskriminierung gegenüber den angeschlossenen Krankenhausinterkommunalen sie überrasche, da gerade diese mit ihr selbst vergleichbaren Krankenhausinterkommunalen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden nicht angeschlossen seien.

Schließlich erläutert die Klägerin, daß der Ministerrat vergessen habe, ein wesentliches Faktum zu beschreiben; so sei seit 1982 kein Personalmitglied der I.O.S. mehr unter der Statutsregelung eingestellt worden, so daß im Laufe der Jahre und des Ersetzens von Bediensteten immer weniger Beiträge vom Gehalt der unter dem Statut eingestellten Bediensteten einbehalten werden könnten. Folglich rechtfertige ein solcher Umstand bereits alleine, daß die I.O.S. sich nicht anschließe, da im Laufe der Jahre das Verhältnis zwischen den eingehenden Beiträgen und den ausgezahlten Renten immer ungünstiger werde für die gemeinsame Regelung.

Was den zweiten Teil des ersten Klagegrundes betrifft, ist die Klägerin zunächst der Meinung, daß bei einem Vergleich zwischen den Situationen, auf die sich einerseits Artikel 74 und andererseits Artikel 75 bezieht, eine weitgehende Ähnlichkeit festzustellen sei, da beide Mittel angewandt hätten, die dem zum Austritt führenden Recht entsprächen. Die Klägerin ist ebenfalls der Meinung, daß beide Situationen objektiv vergleichbar seien, da in beiden Fällen die Renten der übertragenen Bediensteten weiterhin für die Zeitspanne vor dieser Übertragung zu Lasten der gemeinsamen Regelung gehen, ohne daß derzeit noch Beiträge gezahlt werden. Die Klägerin fügt hinzu, die Ähnlichkeit beider Situationen sei noch augenfälliger angesichts der Zielsetzung der neuen Gesetzgebung, nämlich den Erhalt der gemeinsamen Rentenregelung sichern, da die Finanzierung des Landesamtes der Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden nicht von der Anzahl der angeschlossenen Einrichtungen, sondern von der Zahl der von diesen Einrichtungen beschäftigten Personalmitglieder abhängt. Weiterhin führt die Klägerin an, der Gesetzgeber habe sich bei der Unterscheidung zwischen beiden Situationen offenbar von dem Willen leiten lassen, eine nur für die Klägerin ungünstigere und nachteiligere Sonderbehandlung aufzuerlegen, da sie alleine mit Erfolg die gegen sie ergriffenen Zwangsmaßnahmen angefochten habe. Sie ist der Meinung, ein solches Kriterium könne nicht als rechtmäßig, objektiv und im Verhältnis zum angestrebten Ziel stehend angesehen werden.

Die Klägerin erläutert weiterhin, es sei nicht richtig zu behaupten, Artikel 75 betreffe nur Behörden, die weiterhin angeschlossen blieben, denn die anvisierten Interkommunalen seien nicht angeschlossen. Anschließend führt die Klägerin Zahlen an, um einen Vergleich zwischen den beiden Arten von Einrichtungen anzustellen. Sie ficht ferner die vom Ministerrat angegebenen Zahlen an, um nachzuweisen, welches Rechtssystem für die I.O.S. bestanden hätte, wenn die Bestimmungen des Artikels 75 auf sie anwendbar gewesen wären. Sie ist der Meinung, daß die angeführten Zahlen aus der Luft gegriffen seien, und unterbreitet andere Zahlen; sie schlußfolgert, daß die Anwendung der Bestimmungen von Artikel 75 die I.O.S. zwingen würde, ab 1993 jährlich einen Höchstbetrag von 148.634.552 Franken zu zahlen, d.h. mindestens 78.423.301 Franken weniger als die aufgrund von Artikel 74 geforderte Beitragssumme. Sie ist der Meinung, daß für einen solchen Unterschied angesichts der Zielsetzung keine objektive Rechtfertigung bestehe.

Was den dritten Teil des ersten Klagegrundes betrifft, führt die Klägerin an, daß der Grund für Artikel 74 tatsächlich darin bestehe, die Auswirkungen des vom Staatsrat am 7. April 1992 gegenüber denselben Parteien wie in der vorliegenden Sache verkündeten Nichtigkeitsurteils aufzuheben mit der Folge, daß der Klägerin diese wesentliche richterliche Garantie entzogen werde. Sie ist der Meinung, daß die im vorliegenden Fall erfolgte gesetzgeberische Bestätigung sich nicht auf ein rechtmäßiges Ziel, eine Verhältnismäßigkeit und eine aus zwingenden und schwerwiegenden Gründen entnommene Rechtfertigung stützen könne, da es sich um ein individuelles Gesetz handle, das nur die Klägerin betreffe und bei dem der Vorwand, es sei zum Erhalt des finanziellen Gleichgewichts der gemeinsamen Rentenregelung notwendig, sich als erdacht oder zumindest weitgehend übertrieben erweise.

3.A.2. Was den zweiten Klagegrund betrifft, erläutert die Klägerin zunächst, daß die unterschiedliche Behandlung ihr gegenüber von der Gegenpartei nur dadurch gerechtfertigt werde, daß sie zu ihrem Vorteil eine vorherige behördliche Entscheidung, die die gleichen Auswirkungen gehabt habe, angefochten habe. Sie ist der Meinung, daß eine solche Rechtfertigung nur schwer als objektiv und vernünftig betrachtet werden könne. Sie erläutert anschließend die Gefahr der Willkür im Falle der Nichteinhaltung der allgemeinen und unpersönlichen Beschaffenheit der gesetzgeberischen Norm durch den Gesetzgeber. Wenn die gesellschaftlichen Beziehungen durch besondere Bestimmungen, die auf jeden Einzelfall individuell anwendbar seien, geregelt werden müßten, wäre es praktisch fatal, daß dieselbe faktische Situation zu rechtlich unterschiedlichen Folgen führe und daß diejenigen, für die diese Regeln bestimmt seien, unter Mißachtung von Artikel 6 der Verfassung ungleich behandelt würden.

Die Klägerin räumt ein, die allgemeine Beschaffenheit des gesetzgeberischen Aktes setze nicht notwendigerweise voraus, daß die anvisierten Personen zahlreich seien, doch sie fügt hinzu, daß dieser Akt in unpersönlicher Weise auf jede Person anwendbar sein müsse, die sich eines Tages in der vorgesehenen Situation befinde.

Die an dem betreffenden Gesetz vorgenommene Kritik bestehe also nicht darin, daß es zufällig nur auf eine einzige Person anwendbar sei, sondern daß es absichtlich nur für eine einzige Person und für eine einzige Rechtslage vorbereitet worden sei.

3.A.3. Was den dritten Klagegrund betrifft, erläutert die Klägerin, daß es nicht darum gehe, vom Hof einen Formfehler beurteilen zu lassen, sondern eine Diskriminierung zwischen Bediensteten der verschiedenen Einrichtungen bei der Anwendung des Gewerkschaftsstatuts festzustellen.

Außerdem erläutert die Klägerin, auch wenn das Gesetz sich offenbar vorwiegend auf die Finanzierungsweise der Renten beziehe, führe es dazu, daß die konkreten Vorteile, die den Bediensteten der Klägerin durch das mit der S.M.A.P. geschlossene Abkommen auf völlig legitime Weise geboten würden, aufgehoben würden. Daraus ergebe sich, daß das Gesetz an sich eine unterschiedliche Behandlung von Bediensteten von Interkommunalen bei der Anwendung des Gewerkschaftsstatuts beinhalte, die auf keinerlei Unterscheidungskriterium, das objektiv und vernünftig zu rechtfertigen sei, beruhe.

Die Klägerin ist schließlich der Meinung, es sei falsch zu behaupten, daß kein Behandlungsunterschied im Rentenbereich zwischen den Verwaltungsbediensteten, die dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen sind oder nicht, bestehe. Sie erläutert sodann die Vorteile, die sie ihren statutarischen und vertraglichen Bediensteten über die Zahlung der Mindestrente hinaus gewährleisten kann.

Die Klägerin schlußfolgert daraus, daß ohne irgendeine Verhandlung mit den repräsentativen Arbeitnehmervertretungen die Grundbestimmungen über die Rentenregelung der Bediensteten der I.O.S. geändert worden seien, obschon alle öffentlichen Bediensteten das Recht auf Verhandlungen über die Grundbestimmungen im Rentenbereich hätten. Sie ist der Meinung, daß das Nichtvorhandensein einer solchen Formalität einen Einfluß auf das Vorhandensein der vorgeblichen Diskriminierung habe.

3.A.4. Was den vierten Klagegrund betrifft, erinnert die Klägerin daran, daß Artikel 74 nur eine einzige, ganz bestimmte Interkommunale betreffe und daher die Arbeitsweise dieser Interkommunalen gestört werden könne. Folglich beziehe sich seine wirkliche Zielsetzung auf die Arbeitsweise einer Interkommunalen. Sie fügt hinzu, daß das Defizit der Krankenhausinterkommunalen im übrigen zu Lasten der Gemeinden gehe, so daß diese Gesetzgebung ebenfalls unvermeidliche Auswirkungen auf die Finanzierung der Gemeinden haben werde.

— B —

Was den zweiten Teil des ersten Klagegrundes betrifft

B.1. Der zweite Teil des ersten Klagegrundes geht von einem Verstoß gegen die Artikel 6 und 6bis der Verfassung aus.

B.2. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit es für das Unterscheidungskriterium eine objektive und vernünftige Rechtfertigung gibt. Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der fraglichen Grundsätze zu beurteilen; der Gleichheitsgrundsatz ist verletzt, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem vernünftigen Verhältnismäßigkeitszusammenhang zum verfolgten Zweck stehen.

B.3. Der angefochtene Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen schließt « von Rechts wegen und unwiderruflich » ab dem 1. Januar 1993 die mit der Verwaltung von Krankenhäusern beauftragten Interkommunalen, die am 31. Dezember 1986 der Umlegungskasse für Gemeinderenten angeschlossen waren und infolge einer vor dem 31. Dezember 1987 beim Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden eingereichten Beschwerde am 31. Dezember 1992 nicht dem besagten Landesamt angeschlossen waren, wieder an. Die angefochtene Bestimmung schafft somit einen Behandlungsunterschied zwischen:

- einerseits den Krankenhausinterkommunalen, auf die sich Artikel 75 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 bezieht, die mit aus den ÖSHZ-Krankenhäusern übertragenen Personalmitgliedern wurden und die nicht an der gemeinsamen Rentenregelung der Ortsbehörden teilnehmen, wobei dieses Personal jedoch der gemeinsamen Regelung angeschlossen war, als es dem ÖSHZ unterstand,

und

- andererseits den Krankenhausinterkommunalen, auf die sich Artikel 74 bezieht — im Grunde handelt es sich nur um die I.O.S. — und die Personal beschäftigt haben, dessen Renten für gewisse Jahre in ähnlicher Weise aufgrund ihres zeitweiligen Anschlusses an das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden zu Lasten dieser Einrichtung gehen.

B.4. Alle Interkommunalen, auf die sich die Artikel 74 und 75 beziehen, befanden sich am 31. Dezember 1992 in einer identischen Situation, insofern ihre Bediensteten für einen Teil ihrer Laufbahn der gemeinsamen Rentenregelung angeschlossen waren.

Der Gesetzgeber kann rechtmäßig im Hinblick auf den Schutz des finanziellen Gleichgewichts der gemeinsamen Rentenregelung der Ortsbehörden der objektiv unterschiedlichen Lage der Interkommunalen, die dieser Regelung während einer gewissen Zeit angeschlossen waren, Rechnung tragen und ihnen gegenüber besondere Maßnahmen für finanzielle Beiträge ergreifen.

B.5. Der unwiderrufliche erneute Beitritt « von Rechts wegen » für eine einzige Kategorie von anvisierten Interkommunalen — im Grunde nur die I.O.S. — ist jedoch eine Maßnahme, die als unverhältnismäßig im Vergleich zu dem vom Gesetzgeber angestrebten Ziel angesehen werden muß. Diese Unverhältnismäßigkeit ergibt sich aus einem Vergleich zwischen der in Artikel 74 des Gesetzes vorgesehenen Behandlung und der in Artikel 75 vorgesehenen, weniger zwingenden Behandlung, die für andere Ortsverwaltungen, bei denen infolge einer Umstrukturierung oder von Streichungen Personal, das vorher dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen war, übertragen wird, die Verpflichtung vorsieht, in einem gewissen Maße zu den Lasten der Alters- oder Überlebensrenten beizutragen.

B.6. Der zweite Teil des ersten Klagegrundes ist begründet.

Was die übrigen Klagegründe betrifft

B.7. Die übrigen Klagegründe brauchen nicht weiter geprüft zu werden, da sie nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen können.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 74 des Gesetzes vom 30. Dezember 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 1. Juli 1993.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen

Der Vorsitzende,
M. Melchior